

# front rouge

organe central

du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

4 juillet 75 n° 163

B.P. 161 75864 Paris cédex 18 - C.C.P. Front Rouge 31-191-14 La Source

2F

## DERRIERE LE REFORMISME DE GISCARD....

### ... LE DURCISSEMENT DE LA DICTATURE BOURGEOISE

Après le dernier discours de Giscard à la télévision, on se dit : pour qui se prend-il ? Croit-il vraiment, dans son mépris du peuple, que son numéro de guignol mensuel a quelque chance d'endormir les travailleurs ?

Plus d'un million de chômeurs et il voudrait qu'on ne s'interroge pas sur les « causes de cette situation » ! C'est qu'il veut détourner les travailleurs des conclusions auxquelles ils aboutissent chaque jour : le capitalisme est pourri, il faut changer de société ! Indécemment, il se félicite, il fait des schémas sur un tableau : la hausse des prix n'est « que » de 2,5 % par trimestre ! Mais le pouvoir d'achat ? Mais les salaires qui baissent ? Toutes les statistiques truquées ne pourront faire oublier la simple réalité du porte-monnaie. Le discours est bien pâle devant la colère des masses qui en ont assez de l'impossibilité de vivre, des vacances supprimées dont Giscard ose parler.

La production continue de baisser comme jamais depuis 30 ans, mais tout ce que Giscard trouve à répondre, c'est qu'en « ce domaine, tout ne dépend pas de nous ». Les responsables ? Ce seraient les étrangers qui n'achètent pas les voitures françaises ! Mais les travailleurs n'y croient pas, ils luttent avec résolution ; ils ne veulent pas de diminutions d'horaire, ils n'acceptent pas d'être licenciés comme du bétail. Ils savent qui sont les responsables, les patrons, leur système, l'anarchie du capitalisme, l'exploitation. Le commerce extérieur aurait un « excédent de 4 milliards ». Et alors ? Est-ce que le budget de l'ouvrier est en excédent, lui ? Et les emplois, sont-ils en excédent ? Les 4 milliards peuvent remplir le discours de Giscard, mais ils n'ont pas fait illusion dans les foyers populaires.

Et les réformes ? Giscard a pris son élan pour les énumérer : humanisation du divorce, loi sur les handicapés, réforme Haby, toutes plus réactionnaires ou bidon l'une que l'autre. C'est tout le maigre bilan de la bourgeoisie, tout ce qu'elle peut

opposer à la détérioration constante des conditions de vie !

Devant un tel décalage entre le discours et la réalité, aucun ouvrier conscient ne peut encore accorder le moindre crédit à la politique de la classe exploiteuse. L'intervention giscardienne se limite en fait à un exercice d'hypnotisme. Mais les ficelles sont grosses : il parle de sa pendule en réparation, il se félicite de la fin de la seconde session du parlement, mais qui s'en préoccupe ? Les mimiques démagogiques n'ont endormi personne : il n'y a qu'à compter les usines occupées partout en France, il n'y a qu'à voir comment les travailleurs tiennent à Chausson ! Et c'est cela justement qui fait parler Giscard. Car derrière son théâtre, il se trame autre chose qu'il voudrait bien cacher. Ce sont les CRS, les chiens, les nerfs fascistes qui foncent en voiture sur les grévistes ; ce sont les crachats anticommunistes de Pionatowski, les provocations policières, la mise en scène orchestrée sur le « terrorisme international ». Ce qui se déploie au-delà de l'écran où parade Giscard, c'est la politique de force, c'est la violence encore renforcée de la bourgeoisie, sa seule échappatoire en position de faiblesse. Et Giscard manipule en coulisse ceux qu'il fait mine de critiquer à l'écran. Mais les masses ne s'y sont pas trompées. Son discours lénifiant, elles l'ont boudé !

Si Giscard a cru bon de dire « il n'y a pas lieu d'éprouver d'inquiétude en France », c'est plutôt pour rassurer sa propre classe. Car l'inquiétude devant la montée des luttes, devant l'unité ouvrière pour la lutte, devant l'unité populaire qui commence à se construire, ce n'est pas l'inquiétude des ouvriers ! A trop répéter qu'il faut être calme, qu'il faut se « décrisper », Giscard a en fait montré la peur de sa classe pour le compte de qui il a essayé d'administrer un somnifère complètement inopérant. Les travailleurs sauront lui enlever tout le calme qu'il prétend afficher en attendant l'automne.

Paul LEFORT



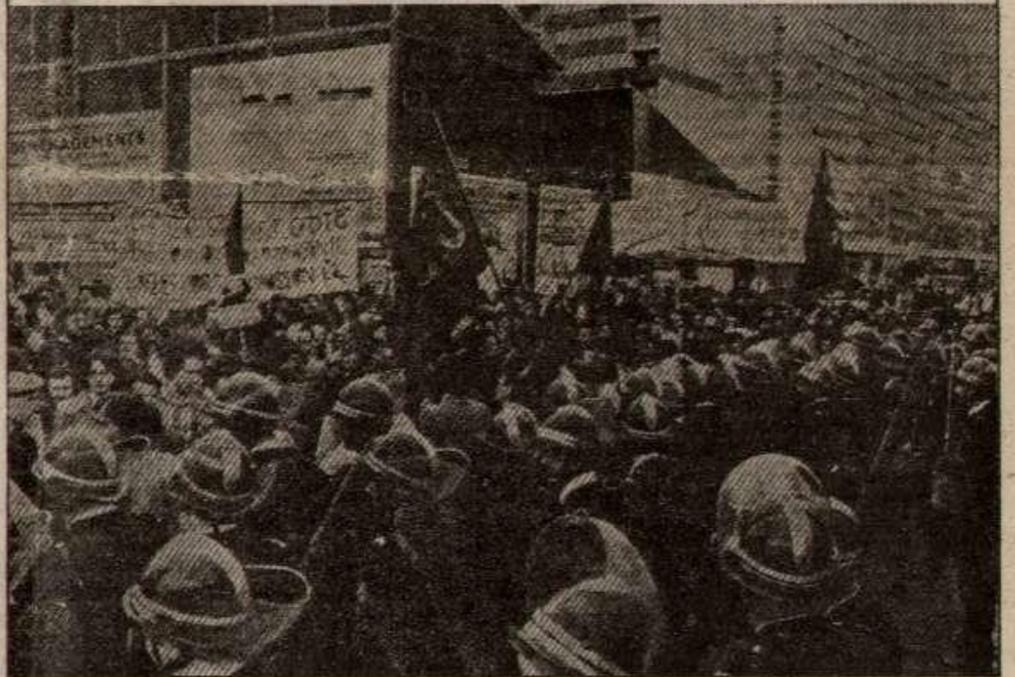
La démagogie de Giscard ne prend pas... les travailleurs de Caran-Ozanne, occupent leur usine et ont mis leur outil de travail au service des luttes de tous les travailleurs de la région.

## CHAUSSON

### après l'intervention des CRS

**C'**EST toute la population de Gennevilliers qui est au côté des travailleurs de Chausson face aux CRS. « Rien n'a été discuté, ce n'est pas nous qui décidons », ces réflexions de grévistes, traduisent la volonté de nombreux travailleurs de prendre une part active à la lutte et de déjouer les manœuvres des révisionnistes.

Voir page 2-3



## LIBERTES

**L**A bourgeoisie s'attaque de plus en plus violemment aux ouvriers en lutte ; elle mène par ailleurs l'utilisation d'actes terroristes pour s'attaquer au mouvement de masse et aux révolutionnaires : ce n'est pas d'actes isolés, mais d'une politique d'ensemble qu'il s'agit. Face à elle, les révisionnistes démobilisent les travailleurs avec leur prétendue campagne des libertés. Contre la politique de force de la bourgeoisie et contre la démobilisation révisionniste, notre Parti appelle les travailleurs à se battre pour leurs revendications et la défense de leurs droits.

Voir page 5

## LIBAN :

### graves provocations réactionnaires

**L**ES fascistes des phalanges libanaises sont à nouveau passés à l'attaque ; par les divisions religieuses qu'ils essaient de fomenter, ils voudraient aboutir à la liquidation du mouvement national libanais et de la Résistance palestinienne.

Voir page 7

### Les travailleurs de CARON-OZANNE en lutte contre les licenciements :

#### «ON OCCUPE, ON IMPRIME»

Voilà maintenant plus de 20 jours que les travailleurs de Caron-Ozanne occupent leur entreprise, pour lutter contre les 48 licenciements annoncés par la direction. Un comité de grève a été élu et une Assemblée Générale quotidienne se tient avec la grande majorité des ouvriers.

Dès le début de la grève, les ouvriers ont mis la main sur des documents qui prévoyaient entre autres, de nouveaux licenciements - une soixantaine - la liquidation du secteur laurier au profit du secteur presse (secteur qui imprime seulement les quotidiens). Ceci a fait perdre des illusions existantes dans le mouvement, comme qu'il suffirait de changer le patron incapable pour annuler les licenciements.

Mais c'est bien à un plan de restructuration de l'imprimerie que les ouvriers de Caron-Ozanne ont à faire face. C'est donc une lutte prolongée qu'ils ont à entreprendre. Aujourd'hui c'est une réalité dont se sont emparés les grévistes.

« On occupe, on imprime » pour refuser tout licenciement, c'est pour cela que les ouvriers ont décidé d'utiliser l'imprimerie, c'est-à-dire leur outil de travail, pour pouvoir tenir financièrement. En même temps, ils font la preuve que les ouvriers sont capables de faire marcher leur imprimerie sans patron. Ils prennent toutes les commandes mais privilégient les tracts, journaux et affiches des travailleurs et sections syndicales qu'ils impriment gratuitement quand ils sont en lutte. Ils ont également pris l'initiative de sortir un journal intitulé « Quest-Licenciements » qui est devenu hebdomadaire, où ils font le point sur leur lutte et sur les boîtes de la région.

En même temps, les travailleurs se rendent compte que ce n'est pas

seulement Doreau qu'ils ont à affronter (patron de Caron-Ozanne), mais toute la politique de crise de la bourgeoisie en même temps existe une grande volonté de liaison directe avec des travailleurs en lutte. Dès le début des initiatives ont été prises en ce sens : projection d'un montage sur la lutte victorieuse à l'imprimerie Darboy, délégué aux travailleurs de Blaupunkt en lutte pour le treizième mois et contre le licenciement d'un de leurs responsables syndicaux, délégation votée pour aller au « Parisien Libéré », une grande délégation de Bretoncelles a été reçue en Assemblée Générale : une longue discussion sur la lutte contre les licenciements s'est engagée. Contact direct avec les autres imprimeries. D'autre part, l'Assemblée Générale propose aux travailleurs en lutte et aux différentes sections syndicales de toutes les usines un carrefour des luttes pour échanger leur expérience.

La popularisation a été prise en main : affiches, édition de bons de soutien, distribution de tracts à la porte des boîtes, liaison avec les paysans qui viennent deux fois par semaine, vendre des produits à bas prix et expliquer leurs problèmes et leurs luttes, montrant ainsi leur volonté de s'allier avec la classe ouvrière. La lutte est populaire : chez les éducateurs, la collecte a rapporté 1 300 F. ; les ouvriers de Saivism ont promis de venir si la police intervenait. On voit grandir, chez Caron-Ozanne, comme chez Blaupunkt, une aspiration à une initiative de sortir un journal intitulé « Quest-Licenciements » qui est devenu hebdomadaire, où ils font le point sur leur lutte et sur les boîtes de la région.

**CARON-OZANNE AUCUN LICENCIEMENT ! CARON-OZANNE VAINCRA ! A LA BOURGEOISIE DE PAYER SA CRISE !**

### à Liévin : LA FETE DU PARTI

Le week-end dernier, la section de Bethune a invité à une fête les amis du Parti, les travailleurs qui avaient contribué au succès de la Commission Populaire. De nombreux mineurs et ouvriers du bâtiment ont répondu à cet appel. Dès 10 h. du matin, les enfants ramassaient et entassaient le bois pendant que les groupes se formaient préparant les repas, répétant des chants révolutionnaires pour l'après-midi, engageant les premières discussions. Avec André Roustan, président de notre Parti, des vieux mineurs, des anciens membres du P.C.F. échangeaient leur expérience de la Résistance, de la Trahison du P.C.F. à la Libération, imposant le salaire au rendement dans les mines, appelant les mineurs à « produire, produire, produire toujours plus ». Mais surtout, ce qui était au centre de cette fête, c'était l'aiguillage de la lutte de classe sur le bassin minier depuis l'assassinat, des 42 en décembre. « Les ingénieurs ont fait grève, le 6 juin, pour soutenir Coquidé (l'ingénieur inculpé par le juge Pascal) mais nous, on n'a pas été payé ce jour-là ». Alors que la direction des Houillères, mobilisant ses cadres, poussant à la grève, fait tout pour faire déssaisir le juge Pascal du dossier, pour empêcher que les inculpations ne remontent plus haut, la nécessité de s'engager résolument dans la lutte devient de plus en plus pressante pour les mineurs. Ainsi, raconte André Roustan, j'ai discuté avec un mineur de la fosse 4 qui refusait de

descendre parce qu'il y avait plus de 2 % de grisou au fond, qui refusait d'être envoyé au suicide ». Des mineurs, de plus en plus nombreux aussi, qui veulent continuer la bataille menée par le Tribunal Populaire, se tournent vers notre Parti. « Pourquoi le P.C.F. n'a-t-il rien fait le 6 juin ? Pourquoi a-t-il dit aux gars de rentrer chez eux ? Le PCR appelait à descendre au fond, oui, c'est la bataille qu'il fallait mener... » c'est une réflexion entendue plusieurs fois à cette fête, aux sorties de puits, dans les cafés. Les responsables du P.C.F. attaquent notre Parti, mais les mineurs jugent sur les actes : « Pendant la semaine que j'ai passée ici, partout, dans les familles de mineurs, j'ai trouvé la même confiance envers notre Parti » explique A. Roustan dans son intervention, déjà des mineurs nous ont rejoints, mais beaucoup viendront nous rejoindre, ... Pour cela, il faut intensifier notre travail, développer l'Association des silicoés, des veuves, enquêter pour établir une plate-forme remettant en cause le « Statut du mineur » ... Prendre en main l'éducation du Parti de type nouveau, c'est l'affaire de tous les travailleurs, de tous les mineurs qui approuvent la ligne de notre Parti ; pour de nombreux travailleurs qui ont participé à cette fête, c'est la tâche de l'heure, c'est la lutte qu'ils vont engager au côté de notre Parti.

Correspondant

# CHAUSSON : après les travailleurs posent des

Dimanche 29 juin, à 4 heures du matin, les CRS, bottés, casqués, fusil lance-grenade en bandoulière, envahissent l'usine de Genevilliers, expulsant le piquet de grève. Depuis, il ne s'est pas passé de jour sans que des affrontements, souvent violents, opposent grévistes et forces de répression. De fait, c'est toute la population de Genevilliers, et particulièrement les habitants des immeubles voisins de l'usine, qui s'est mobilisée activement pour soutenir les grévistes de Chausson. Chargés de CRS, lancés de grenades lacrymogènes, y compris dans les immeubles, ratonnées dans les rues de Genevilliers, arrestations de trois travailleurs français, menaces d'expulsion envers trois immigrés pris au hasard dans un foyer... C'est la réponse de la bourgeoisie à nos revendications des travailleurs de Chausson. Une réponse musclée, dans la lignée de celles apportées à Usinor, au « Parisien Libéré », aux Câbles de Lyon et déjà à Chausson - Asnières et Reims - où chaque fois le scénario a été le même, avec des variantes dans l'escalade. Étouffer la lutte de Chausson, l'isoler, c'est la tentative du gouvernement pour empêcher que cette lutte ne fasse tâche d'huile, pour briser l'offensive ouvrière qui prend corps aujourd'hui dans des dizaines d'usines occupées, partout en France. C'était sans compter avec la riposte ouvrière.

### VENDREDI : « LE BRUIT COURRAIT QUE LES CADRES ALLAIENT INTERVENIR... »

Dès la nouvelle connue, des centaines de travailleurs, de jeunes, voire même des familles au complet, apportèrent leur soutien, nombreux se mobilisèrent face aux CRS aux côtés de ceux de Chausson, les faisant reculer à plusieurs reprises, notamment lors des tentatives pour faire sortir les camions contenant des outils de presse destinés à permettre la production des pièces qui manquent pour Renault et Peugeot. Des camions parviendront à sortir, protégés par des centaines de CRS, mais quatre seront immobilisés par les travailleurs, soutenus par les habitants des immeubles voisins qui, de leurs fenêtres, harcelaient les CRS de projectiles divers. Lundi, la sortie des cadres était elle aussi accompagnée d'une volée de projectiles, des pare-brises volaient en éclat, Jour et nuit des travailleurs font face aux forces de répression, prêts à mobiliser leurs camarades de travail, la population. Cette intervention des CRS, ces tentatives pour faire sortir des pièces, de nombreux travailleurs étaient cons-

cients, dès vendredi, que la direction tenterait quelque chose pour le week-end. Plusieurs indices étaient révélateurs : « Tout d'abord on arrivait à la fin du mois, certains devaient partir en congé, la direction, c'était son jeu de d'essayer de nous diviser. Et puis, vendredi le bruit courrait que les cadres allaient intervenir, on s'était même massé près de l'usine. Enfin quand les délégués étaient allés voir le patron, il leur avait dit que lundi les portes seraient ouvertes... » nous expliquait un camarade de Genevilliers.

### TAIRE NOS DIVERGENCES

Aussi, aujourd'hui, de nombreux travailleurs se posent des questions sur le fait qu'ils n'ont pas été mobilisés à



temps et s'interrogent sur la conduite de la lutte telle que les directions syndicales la conçoivent. A ceux qui disent : « Il faut taire nos divergences, il faut rester unis, on aura l'occasion après la grève de faire le bilan... » de plus en plus nombreux sont ceux qui leur répondent que c'est maintenant qu'il faut prendre des initiatives, que c'est maintenant qu'il faut poser les problèmes et en débattre. Le témoi-

de mon organisation syndicale », et tous les gars de lui répondre que les organisations syndicales, elles sont là, désignant les délégués qui participent aux réunions du Comité... Même au sein du PC, il n'y a pas l'unanimité, certains disant qu'ils étaient d'accord pour réoccuper à condition que ce soit tout le monde qui y participe. » A la suite de cette réunion, les travailleurs sont rentrés à une certaine dans l'usine et sont passés dans les ateliers en chantant l'Internationale : « Il y avait les cadres et les chefs - bien sûr, ils n'en menaient pas large... D'ailleurs, le lendemain on a constaté qu'ils étaient moins nombreux. Mais surtout on a pu constater, contrairement à ce que disent des journaux, que personne ne travaillait pour ce qui est des ouvriers. Et puis cela a montré qu'en étant plus nombreux, c'est possible de réoccuper, d'ailleurs les gars l'ont bien compris. Ce matin (mardi) à la fin de l'AG, on criait tous : « Dans l'usine », « Dans l'usine », ce qui fait que le service d'ordre de la CGT s'est mis en face de nous et a barré l'entrée, et cela, il y a beaucoup de gars qui l'ont vu, certains ne comprenant pas, d'autres, comme moi, qui s'étaient déjà heurtés au service d'ordre, lors de la manifestation contre l'intervention des CRS, ici à Asnières, voyaient

## «au hasard»...

Trois ouvriers marocains pris au hasard. Au hasard. Ils sont ouvriers et marocains, comme la majorité des ouvriers en lutte à Chausson : pour les CRS, cela suffit. Chahib Cadour, A. Hadou, et M. Najah, ouvriers spécialisés chez Chausson, ont été amenés de force lundi soir, après avoir été sauvagement matraqués dans le foyer Sonacotra, rue Henri Barbusse, par les CRS, fusils à la main et foyers furieux, frappant tout le monde sur leur passage, à l'intérieur du foyer. Trois travailleurs pris au hasard, emprisonnés et qui aujourd'hui risquent l'expulsion. Trois ouvriers français de Chausson, arrêtés, ont été immédiatement condamnés à des peines de prison. Hier encore, mardi après-midi, un ouvrier arabe revenant de son travail, une entreprise de Genevilliers, et gagnant son logement, a reçu un coup de crosse sur la tête : tympan crevé. Pris au hasard parce que, finalement, l'essentiel aujourd'hui pour la bourgeoisie c'est de briser la combativité d'une classe : son ennemi, la classe ouvrière.

UNE OFFENSIVE D'ensemble de la classe ouvrière déjouera ces calculs. LIBERTÉ IMMÉDIATE POUR LES CAMARADES ARRÊTÉS ! HALTE AUX VIOLENCES POLICIERES !

Pour que paraisse en septembre 75,

## UN QUOTIDIEN COMMUNISTE EN AVANT VERS LES 50 MILLIONS !

Cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyez-le à : F.R. BP 161 - 75864 Paris Cedex 18

1 an	3 mois	Nom .....
250 F	80 F	Prénom : .....
		Profession .....
6 mois	1 mois	Adresse .....
150 F	30 F	

Souscrivez

abonnez-vous

# l'intervention des CRS, questions sur la conduite de la lutte

que cela faisait le jeu du patron, même les gars du SO se sentaient mal à l'aise ».

### « RIEN N'A ÉTÉ DISCUTÉ, CE N'EST PAS NOUS QUI DÉCIDONS »

Aujourd'hui de nombreux travailleurs, même s'ils ne représentent pas encore une majorité, refusent la main mise des révisionnistes, et des réformistes dans les syndicats, veulent participer aux décisions, les discuter à l'intérieur de leur syndicat et du Comité de Grève. Dans les discussions avec les syndicats qui sont contre toute idée de réoccupation ont passé un mauvais quart d'heure, les questions, ça pleuvait. Les seuls arguments qu'ils avaient, c'était de dire que si on réoccupait, les CRS allaient revenir et que ce serait comme avant ! A un moment, il y a un gars de la CGT, membre du PC qui, à cours d'arguments, s'énerve : « ma position, c'est celle

### ASSEZ DES MANŒUVRES DES RÉVISIONNISTES

Ils demandent des réponses, car de plus en plus nombreux sont ceux qui ont assez de chaque initiative combattive soit systématiquement repoussée, contre-carrée par les révisionnistes dans la CGT, qu'il s'agisse, hier de vider les milices patronales à Asnières ou de réoccuper l'usine, qu'il s'agisse de répondre aux CRS à Genevilliers, aujourd'hui. Les travailleurs ont assez de se voir qualifier de « provocateurs » ou d'« irresponsables » par les révisionnistes, comme c'est le cas depuis dimanche à chaque affrontement. Ils ont en assez des manœuvres du P.C.F. dont la caricature a été donnée par la journée de mardi où les délégations venaient apporter leur soutien. Trois banderoles sur quatre signées de telle ou telle section du P.C.F., des messages de soutien qui pour la plupart avaient pour but de mettre en valeur telle cellule, des badges P.C.F. souvent collés d'office, distribués allégrement, des chanteurs venus débiter, sur des airs dégénérés, des paroles du type « on est pour les revendications pas pour la contestation » ou encore « Cadres, techniciens, ouvriers... on est tous dans le même panier », le service d'ordre fédéral omniprésent... voilà le spectacle offert par les révisionnistes aux délégations. La tentative de récupération était si grosse que de nombreux travailleurs de Chausson partaient écoeurés, certains manifestant leur colère en nous disant « Non, je

### ne tiens pas à discuter ici, tout à l'heure si tu veux... »

Mais le spectacle ne s'arrêtait pas là. Le tract distribué, signé du P.C.F. portait le ton : « Halte aux provocations - Qui aux négociations » dedans on pouvait lire : « La nuit dernière des incidents se sont produits... des groupes composés d'une part de jeunes pensant que la solution à l'évacuation des forces répressives est dans l'affrontement avec elles, d'autre part des gauchistes anarcho-troïské, maïoïstes » professionnels du cycle « provocation-répression » et vice versa, qui dorment le jour pour la nuit, telles des hyènes, profitant de l'obscurité pour agir le visage masqué... » « Ces menées ont donné prétexte... à l'intervention policière et à l'arrestation de trois travailleurs marocains... » « Notons au passage la nostalgie chez les intellectuels gauchistes, le temps où le mouvement ouvrier, n'ayant pas encore formé ses dirigeants, était sous la tutelle d'intellectuels généreux ». Des prises de parole sur le même thème poussaient la lecture des messages de soutien.

### QUI SONT LES DIVISEURS ?

Qu'est-ce qui rend si hargneux ces gens là ? Ne serait-ce pas précisément le fait qu'un certain nombre de travailleurs commencent à remettre en cause leur manière de voir les choses ? Et « l'humanité » de ce matin, qui attaque ceux qui appellent à réoccuper les usines, ne visé-t-elle pas ces travail-

leurs qui font leurs, les propositions du notre Parti ? La ficelle est un peu grosse. Mais qui sont les provocateurs ? Qui sont les vrais diviseurs ? Qui agresse les militants de notre Parti, lacère des affiches, dévalise une voiture... ? Ceux là même qui se font les défenseurs zélés des « Libertés », ceux là même qui s'opposent aux « rodéos » organisés par les travailleurs du « Parisien Libéré », sous prétexte de sauvegarder la « liberté de la presse », ceux là même qui laissent les cadres rentrer à Asnières et Genevilliers sous prétexte sans doute d'assurer la « liberté du travail... » les faux communistes du P.C.F. qui utilisent les responsabilités syndicales qu'ils ont accaparées, pour dévoyer la lutte des travailleurs. Et si aujourd'hui leur hargne en est à ce point c'est qu'ils sentent bien qu'ils ne contrôlent pas la situation, que les travailleurs, après avoir rejeté la perspective du « Programme Commun » et leurs solutions de replâtrage « pour faire face à la crise », sont vigilants, qu'ils veulent prendre en main eux-mêmes leurs luttes. Cela, les révisionnistes ne le tolèrent pas.

Aussi, dans ses interventions et ses tracts, notre Parti dénonce ces attaques contre les travailleurs et contre les camarades de Genevilliers, réaffirme ses propositions sur la nécessité de la réoccupation et soutient la lutte contre la répression policière.

Pierre MOREL 2/7.12.75



Les travailleurs de Chausson empêchent la sortie des camions.

## «ceux qui créent la violence, c'est les CRS» le soutien des habitants de Genevilliers

« Allez-y ! Qui, ils ont raison il faut trapper fort », s'écrie une jeune femme, à la fenêtre de son appartement, en haut de l'immeuble situé face à Chausson, au carrefour des Fontaines Lumineuses. Il est 16 h ce mardi, en bas, des ouvriers de Chausson attaquent à coups de pierres les cadres qui commencent à sortir de l'usine, sous la protection des CRS. La jeune femme nous explique : « Cette présence permanente des CRS autour de l'usine, autour de nos maisons c'est insupportable. Hier, ils étaient juste devant l'entrée. Je ne peux pas faire grand chose, parce que j'ai deux enfants en bas âge à garder, sinon, j'irais aider les grévistes. Mon mari, lui, depuis dimanche dimanche, il va prêter main forte aux grévistes, il y va en revenant de son travail, il est chauffeur poids lourd. Hier il a reçu une grenade dans les pieds. Avant l'arrivée de la police, je lui disais : ils ont raison de continuer la grève jusqu'à ce qu'ils obtiennent ce qu'ils demandent ; lui, il était un peu plus réticent, mais maintenant. Ici, dans l'immeuble tout le monde soutient les ouvriers de Chausson. J'ai des amis arabes, on se réunit ensemble, on

s'entend très bien. Ceux qui créent la violence, ce sont les CRS. » Dans cet immeuble, d'où les locataires, lundi, bombardaient les CRS de bouteilles, de pots de fleurs, tout le monde soutient Chausson. C'est la même chose dans tout le quartier, et plus loin encore. Chez les Français le désir d'unité est frappant. Les ouvriers d'autres entreprises habitant Genevilliers, des jeunes d'ici, s'opposent aux CRS depuis deux jours, avec les ouvriers de Chausson. Dimanche à quatre heures du matin, nombreux sont ceux qui ont été réveillés leurs copains pour qu'ils viennent empêcher la sortie des camions de Chausson. L'usine Chausson est au cœur des habitations et la réaction de la population qui descend dans la rue, rappelle ce que nous avions vu à Palente, en 73, où des centaines d'ouvriers étaient venus apporter leur soutien à coups de pierres contre les CRS, aux ouvriers de LIP. A Bezançon aussi, comme à Genevilliers hier, le P.C.F. parlait de provocateurs, d'éléments extérieurs, pour désigner les ouvriers, les jeunes du quartier affrontant les forces de répression de la bourgeoisie.

« En somme, ils protègent les CRS », nous disent des jeunes, observant les CRS dans la rue qui coupe Chausson-Genevilliers en deux. « Ils », c'est le service d'ordre contrôlé par le P.C.F., ce service d'ordre qui tout à l'heure, a barré la rue, en avant du barrage des CRS, couvrant la sortie des cadres. Un double barrage face aux travailleurs. Les jeunes qui s'expriment ainsi sont lycéens, élèves de CET, fils de travailleurs immigrés. Un témoignage d'un ouvrier portugais, promenant ses enfants dans la cité HLM, rue Henri Barbusse, indique assez les intentions du patronat : « A Citroën depuis quelques temps, il y a des chefs de chez Chausson et de chez Renault qui viennent en stage pour comment on est commandé, très dur ; ils sont plusieurs à rester toute la journée les bras croisés pour voir comment ça se passe. » Ce travailleur ajoute : « A Citroën, comme à Chausson, le mécontentement est de plus en plus grand. Ce mois-ci j'ai gagné 1500 F. Nous aussi, on veut la parité avec Renault. Dans cette cité, près de la Sécurité Sociale, des locataires ont été eux-mêmes pris pour cible par les

CRS : vitres brisées par les grenades lacrymogènes, atterrisant au milieu de la salle à manger. Pour les CRS tout ce qui entoure Chausson, n'est « pas sûr ». Ici, il y a des « sympathisants » du P.C.F., d'autres qui ont pris « la carte » Lorsque nous nous présentons quel que fois la porte claque, mais c'est rare. Le plus souvent le couplet du P.C.F. sur les provocations n'est pas repris. Pour les habitants, les responsables des violences, y compris lundi soir, on a un camion de Chausson a brûlé, ce n'est pas les jeunes ou de soi-disant provocateurs, c'est les CRS. Un agent technique de l'aéronautique de Courbevoie, membre du P.C.F. qui nous dit d'abord : « non je ne peux pas parler parce que nous ne sommes pas d'accord » accepte ensuite la discussion. A propos de l'intervention des CRS, il s'interroge en reprenant des arguments du P.C.F. : « dans un pays comme la France, nous pourrions peut-être éviter la violence. Mais, ajoute-t-il, de toute façon on ne va pas attendre les prochaines élections, avec les élections c'est toujours pareil. Il faut que ça pète. Les gars de Chausson ne sont pas seuls ! »

J.P. GAY

## en bref

### UN MARINE US. PDG DE CHRYSLER FRANCE

Un certain John W. Day a été nommé PDG de Chrysler-France. Quand on connaît les états de service de cet individu, on se doute que les travailleurs, à Poissy et ailleurs, n'auront qu'à se plaindre du nouveau PDG. Il a en effet été ca, taine d'agression, John Day ne sera pas dépaycé, c'est certain, par les méthodes fascistes de la CFT.

### SOLJENITSYNE FASCISTE

Pour faire à nouveau parler de lui, Soljenitsyne, aujourd'hui lâché par ses défenseurs « de gauche », soigne son image de marque de réactionnaire pourri. Invité par le syndicat jeune US AFL-CIO, à cracher sur le peuple vietnamien : « un million d'hommes » a-t-il dit, « vont être exécutés » et « quatre à cinq millions vont être jetés dans les camps de concentration ». Il y a un mois, il avait qualifié le communisme de « déferlement méthodique, constant et triomphant, à travers le monde, de la violence et du sang ». Soljenitsyne-Bigeard même combat !

### LES HAUSES DE L'ÉTÉ

Profitant des départs en vacances, le gouvernement fait passer ses hausses : la carte hebdomadaire de métro passe de 5,60 à 6,50 soit 16 % d'augmentation, ce qui vise, entre autre, à lancer la carte orange. Pendant ce temps, le gouvernement refuse d'augmenter le SMIC à 1 750 F. par mois pour 40 h. Sans doute la bourgeoisie profitera de l'été pour annoncer de nouvelles hausses, mais cela n'empêchera pas les luttes pour faire payer la crise à la bourgeoisie.

### BERGERON CONTESTE

D'habitude Bergeron applaudit à la moindre déclaration de Giscard. C'est lui qui aide Amaury à faire paraître son Parisien Libéré, c'est lui qui admet les milices patronales. Cette fois-ci pourtant, il a tenu, après le discours de Giscard, à marquer son « indépendance » en disant : « je ne partage pas l'optimisme relatif du président ». Une visite à l'Élysée et tout sera vite arrangé. C'est sûr.

### L'EST RÉPUBLICAIN RÉSOUT LE CHOMAGE

Pleurant hypocritement sur le sort des jeunes pour qui le chômage prend des proportions catastrophiques, l'Est Républicain, journal qui soutient JUSS, propose des carrières qui permettent aux jeunes de « monnayer leur diplôme à sa juste valeur ». Il s'agit d'un concours de « gardiens de la paix de la police nationale » et de 40 postes de sténodactylos pour la préfecture de police de Paris !

### LE CNPF CONTRE LES SYNDICATS

La discussion au Conseil Économique et Social au sujet de la réforme de l'entreprise a été l'occasion pour Chotard et Ferry du CNPF de reprendre leurs attaques contre le soi-disant « monopole syndical » des candidatures à l'élection du comité d'entreprise. Une telle attaque vise à favoriser l'autorisation des candidats maison et la reconnaissance de la CFT. C'est d'ailleurs le même Chotard, qui hier à la télévision justifiait les milices privées en disant, comme Piotrowski : « la violence appelle la violence ».

# NOUVELLES BREVES...

## à l'action contre le chômage

La réunion de constitution d'un comité de lutte contre le chômage à Nanterre a rassemblé des travailleurs immigrés, un ouvrier de Renault-Flins, des intérimaires et des chômeurs : tous ont dénoncé l'ANPE et les entreprises intérimaires, loueurs d'hommes, ainsi que les multiples obstacles qui empêchent les chômeurs de toucher les indemnités, tel cet ancien ouvrier des Papeteries de la Seine qui, licencié après deux mois de travail, puis parti voir sa famille, se voit à son retour refuser toute allocation, n'ayant pas 150 jours de travail dans l'année précédente. Une collecte de soutien à Chausson et aux chômeurs de Nanterre est prévue ainsi que des interventions dans les files de chômeurs à l'ANPE.

Comité de lutte contre le chômage  
Nanterre 27/6

Le comité de lutte contre le chômage a décidé, à sa deuxième réunion, une enquête dans les files de chômeurs : comment ont-ils été licenciés ? Que pensent-ils des propositions des directions syndicales, de la « gauche » ? ... A Montpellier, les entreprises du bâtiment annoncent des licenciements : après Astre (200 licenciés), c'est Roger Fils et Richard Sartin. Les travailleurs ont dénoncé la multiplication des licenciements au retour de congés de maladie, pour une faute professionnelle ou en fin de contrat. Travailleurs actifs, chômeurs, nous sommes tous des travailleurs, oui la lutte est possible !

Corr. Montpellier

## chômage partiel

120 travailleurs français et immigrés (une soixantaine ont déjà été licenciés) ont engagé la lutte contre le chômage partiel dans cette fabrique de fûts en carton. Refusant de perdre chaque mois 200 à 400 F. sur un salaire qui ne dépasse guère le SMIC, ils sont en grève pour l'indemnisation totale des heures chômées, la planification de la production pour assurer les 40 h. jusqu'à la fin de l'année. Le patron, avec l'appui des chefs et de quelques employés a essayé de sortir des « échantillons » mais les travailleurs unanimes réagissent en bloquant l'entrée. Des contacts sont pris avec d'autres usines du groupe pour empêcher toute manœuvre du patron.

Correspondant Villeurbanne

## la liberté

### pour qui ?

Mardi 24, nous sommes intervenus à la porte de la CFEM, malgré l'interdiction catégorique d'un délégué CGT, menaçant de nous empêcher par la force de diffuser Front Rouge. La réponse est rapide : des ouvriers s'arrêtent pour acheter le journal et, devant les ateliers, les ouvriers des 2 portes se rassemblent. A la manifestation de l'après-midi, deuxième tentative d'un membre du P.C.F. ; cette fois, il s'agissait d'empêcher la diffusion du tract du Comité de lutte contre le chômage. Prétexte avancé par l'un des révisionnistes : c'est une manifestation « syndicale et non politique » (ce qui n'empêchait pas le P.C.F. d'appeler à rejoindre la promotion J. Duclos). Malgré ces manœuvres, de nombreuses discussions ont eu lieu et 35 Front Rouge ont été vendus. On voit bien qui

visent « la charte des libertés » du P.C.F. : non pas les exploités, les jaunes de FO et les cadres qui agissent les ouvriers en lutte comme à Chausson, mais les révolutionnaires, les travailleurs qui, de plus en plus nombreux, refusent la collaboration de classes et s'engagent sur la voie de la révolution.

Correspondant Régional

## rail-service

Depuis le 30 mai, les travailleurs de Rail-Service (à Montparnasse) sont en grève contre l'aggravation de leurs conditions de travail.

Sous prétexte de réduire sa mauvaise gestion mise en cause par la SNCF, la direction de Rail-Service a gravement porté atteinte aux conditions de travail : alors que 15 agents, partis depuis mai, n'ont pas été remplacés, que de plus en période de vacances la rotation des trains est plus importante, les agents restants voient leur nombre de services augmenter ; un à trois voyages supplémentaires par période de vacances et suppression des jours de repos, fatigue et entrave supplémentaires à leur vie familiale.

Aujourd'hui malgré l'attitude provocatrice de la direction, les travailleurs intensifient leur lutte, bien déterminés à gagner : (ils occupent depuis le jeudi 27 les locaux de la direction, de façon à empêcher celle-ci de faire appel à du personnel extérieur) (ils font appel aux travailleurs des Wagons-lits de toute la SNCF pour faire une grève de 48 h. le 1<sup>er</sup> et le 2 juillet).

Aujourd'hui, alors que les travailleurs engagent de nombreuses luttes, alors que le gouvernement et les patrons utilisent la violence dans l'espoir de briser les luttes, le Comité de lutte appelle les travailleurs à soutenir les grévistes de Rail-Service en participant aux collectes et en popularisant cette grève.

Corr. 14<sup>e</sup> (Paris)

## LUTTE DANS LES FOYERS

### ROANNE

Après avoir annoncé une augmentation de 20 % des pensions et le licenciement du personnel, la mairie vient d'annoncer la fermeture du foyer des jeunes travailleurs à partir du 15 juillet. Les 100 résidents refusent cet ultimatum ou vous êtes jetés à la rue (mais sans chambre comment continuer à travailler ?), ou vous acceptez l'augmentation. S'organisant pour la grève des loyers et la popularisation avec l'appui du Parti, les jeunes travailleurs exigent : ni fermeture ! ni licenciements ! ni augmentation des loyers !

Corr. ROANNE

### NANTERRE

On se souvient du combat qu'avait mené le camarade Gilbert MURY pour le logement des immigrés à Nanterre en 69. La mairie de Nanterre complice du gouvernement Giscard-Chirac, ayant détruit les bidonvilles et dispersé les familles très loin de leur lieu de travail, n'a nullement aboli les marchands de sommeil et les conditions inhumaines de logement. Au 105, 107, 113, 123 rue des Pâquerettes, les camarades immigrés viennent d'entamer une grève des loyers. A ces adresses, ils sont parqués comme du bétail dans des pièces de quatre à six mètres carrés. Ils sont comme dans les bidonvilles en lits superposés à 110 F. le lit par mois. Mais que fait la municipalité révisionniste ? Mais que fait le gouvernement ? Que fait-il en dehors de ses déclarations humanitaires. La preuve est faite : RIEN !

Ce qu'il fait avec grandeur, c'est par contre

tolérer ces conditions de vie, la pluie qui pénètre dans ces habitations. Le combat s'engage entre les travailleurs arabes et les exploités que représentent le gouvernement et la municipalité révisionniste, ainsi que les racistes. Mais nous le savons : les exploités capituleront devant la colère des travailleurs venus des bidonvilles, qui se refusent à avoir quitté la misère et la boue, pour retomber sous le coup de leur répression et se faire exploiter par les requins du logement social.

Correspondant

### PARIS

Dans le quartier de Belleville à Paris, à « l'hôtel » du 125, rue du Faubourg du Temple, s'entassent 300 immigrés de toutes nationalités. Le patron est membre de l'Amicale marocaine (organisation à la solde du roi fasciste du Maroc Hassan II). Moins de quatre mètres carrés par personne pour des chambres à deux, trois, quatre lits, des murs pourris d'humidité, pas de cuisine. Mais cela ne suffit pas : ce marchand de sommeil, parce qu'il vient de faire mettre le chauffage, augmente les loyers de 150 F. à 285 F. par mois soit près de 100 %. C'est ainsi qu'un chômeur (touchant 270 F. d'allocations) ne pouvant plus payer le loyer, est menacé d'expulsion. Une quarantaine de travailleurs du foyer et du quartier se sont réunis à l'appel du Comité de lutte contre le chômage pour engager la mobilisation contre cette expulsion : lutte commune de différentes immigrations, intervention juridique, grève des loyers.

Comité de lutte contre le chômage 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.

# NON AU « RAPPORT LECAT » PLAN DE CHOMAGE ET DE DEQUALIFICATION

Décidée et amorcée dans le cadre du 6<sup>e</sup> plan la restructuration de l'imprimerie doit se poursuivre au cours du 7<sup>e</sup> plan. L'ex-député Lecat a été chargé par le gouvernement d'étudier dans quel sens l'Etat capitaliste devrait intervenir pour que l'imprimerie française soit capable d'affronter ses concurrentes européennes. Un « groupe de travail » a donc été constitué (avec des patrons, les représentants des différents syndicats dont la F.F.T.L.) et ses conclusions remises au gouvernement au mois de mars, il est probable qu'elles guideront très largement son intervention pour les années à venir. Le rapport Lecat n'a étudié que la situation de l'imprimerie de labeur qui emploie près de 120 000 travailleurs, mais ses conclusions s'imposeront sans aucun doute à l'imprimerie de presse qui compte 55 000 emplois.

La « crise » de l'imprimerie française tient à la structure de cette branche où dominent les petites entreprises, 56,3 % des entreprises ont

– **licenciements** : les dix mille suppressions d'emploi prévues par le rapport Lecat entraînent un nombre supérieur de licenciements si l'on tient compte du fait que, dans ces suppressions d'emploi, ne sont pas comptabilisés les licenciements avec reclassement qui la plupart du temps accompagnent d'une baisse de salaire et de la dégradation des conditions de travail.

– **déqualification** : la modernisation du matériel (photo-composition, procédé offset) permet au patron d'employer des ouvriers sans qualification particulière. Il est envisagé de remplacer par des OS les ouvriers qualifiés conducteurs de machine, les réglages étant effectués par un ouvrier qualifié chargé de plusieurs machines à la fois.

– **intensification du travail** : pour Lecat, les ouvriers de l'imprimerie sont insuffisamment occupés, en raison d'un plan de charges qui varie continuellement et d'annexes techniques trop contraignantes. Il propose donc que les entreprises planifient leur production pour éviter les périodes creuses et demande que les ouvriers acceptent de passer d'une machine sur l'autre selon les besoins : « accepter un travail ne correspondant pas à sa qualification, devrait être une pratique courante... »

C'est donc l'ensemble des conditions de travail qui sont remises en cause par ce rapport et en conséquence le salaire des ouvriers de l'imprimerie du fait de la déqualification, de la décentralisation et des reclassements...

### LA POSITION DE LA F.F.T.L.

Des représentants de la F.F.T.L. ont participé au groupe de travail dirigé par Lecat, leurs observations y ont été annexées. Que pensent-ils de ce plan de restructuration ? Tout d'abord la F.F.T.L. « se félicite d'avoir œuvré à la mise en place d'un groupe de travail inter-ministériel et de voir incluses dans le rapport de celui-ci les propositions qu'elle a eu l'occasion d'avancer maintes fois ». Elle qualifie le rapport Lecat de « sérieux » et n'apporte que quelques observations supplémentaires qui ne remettent nullement en cause le plan de restructuration ni même les licenciements qui en résulteraient et dont elle ne parle même pas. En réalité, les dirigeants de la F.F.T.L. sont d'accord avec la restructuration de l'imprimerie, leur attitude dans les luttes le montre amplement : à la Néogravure, ils présentent comme une victoire l'accord signé qui entérine huit cent licenciements. Alors que la restructuration touche toutes les entreprises les unes après les autres, aucune riposte d'ensemble n'est organisée.

Contre les mesures de restructuration prévues dans le rapport Lecat, la lutte d'entreprise isolée, ne peut suffire à faire reculer le patronat et le gouvernement. Il est indispensable que les travailleurs s'unissent, que les luttes se coordonnent et s'épaulent mutuellement. Pourquoi par exemple, les ouvriers du « Parisien Libéré » sont-ils laissés dans l'ignorance de la lutte de leurs camarades de l'imprimerie Caron-Ozanne à Caen ? Pourquoi les informations sur les luttes, les licenciements, les fermetures d'entreprise ne passent-elles pas par le canal de la F.F.T.L. ?

La F.F.T.L. peut être un instrument de lutte efficace aux mains des travailleurs du Livre dont plus de 80 % y adhèrent. Cela implique que soient combattues la direction et la ligne révisionniste qu'elle propage, afin qu'une riposte d'ensemble soit organisée

– contre les licenciements : PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

Contre les atteintes aux conditions de travail et de salaire : MAINTIEN DES AVANTAGES ACQUIS !

Serge LIVET



moins de vingt ouvriers, 6,2 % seulement ont des effectifs supérieurs à la centaine : 9 entreprises emploient plus de mille ouvriers alors qu'il y en a 1 586 qui ont entre six et vingt ouvriers. Cette structure est un frein à la modernisation de l'imprimerie qui nécessite d'importants investissements que ne peuvent engager la plupart des entreprises.

Le rapport Lecat préconise donc un regroupement des entreprises d'imprimerie, la modernisation, l'intensification du travail et la réduction des effectifs. Cette politique n'est pas nouvelle, on a déjà pu la voir à l'œuvre ces dernières années, notamment avec la constitution du groupe Néogravure. Le gouvernement envisage maintenant de la favoriser plus directement et de la généraliser.

### PROPOSITIONS DU RAPPORT LECAT

– **concentration** : des subventions seront accordées aux entreprises qui se regrouperont. Deux formes de concentration sont préconisées : soit le regroupement de plusieurs imprimeries, soit le regroupement d'une imprimerie avec une maison d'édition ou un distributeur...

– **réduction des effectifs** : dix mille d'ici 1980

– **décentralisation** : le rapport souligne ses avantages : salaires moins élevés en province, durée de travail plus longue...

– **modernisation** : des primes à la modernisation seront accordées à condition qu'elles s'accompagnent d'une augmentation de la productivité et d'une diminution des effectifs.

### CONSÉQUENCES POUR LES TRAVAILLEURS

Ce sont les travailleurs qui feront les frais de ces opérations de restructuration, cela à plusieurs points de vue.



les travailleurs du « Parisien Libéré » se barricadent contre l'intervention des CRS.

# répression des luttes, provocations, campagnes anti-communistes HALTE AU DURCISSEMENT DE LA DICTATURE BOURGEOISE !

Lundi 30 juin, deux travailleurs français de Chausson ont été condamnés à des peines de prison parce qu'ils s'étaient opposés aux CRS venus occuper l'usine. Le même jour, trois ouvriers marocains sont rallés au hasard dans un foyer Sonacotra de Gennevilliers : ils sont toujours emprisonnés, sous la menace immédiate d'une expulsion. Le même jour encore, Poniowski déclarait à l'occasion de l'affaire de la rue Toullier : « *Ceux qui ont choisi notre pays pour le transformer en champ clos de violence doivent être persuadés de notre détermination. Nous ne céderons devant aucune violence.* »

Parmi la centaine « d'attentats » recensés depuis le début de l'année, se distinguent particulièrement les trois suivants :

**Explosion de la gare de l'Est :** 9 mars, une charge de plastic explosé à la consigne et tue un jeune appelé.

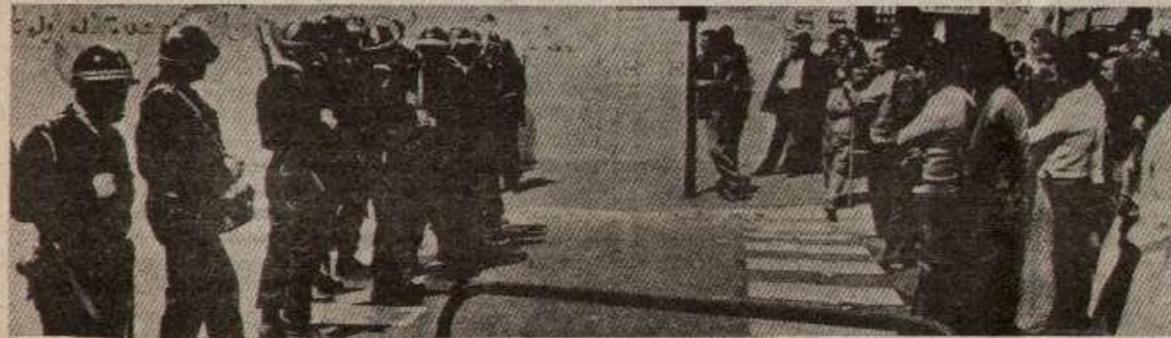
L'affaire est utilisée pour discréditer le mouvement démocratique qui se développe dans l'armée, et en liaison avec les milices municipales (Somme-dieu). Poniowski déclare le 21 : « *Que ceux qui enfreignent la loi en suscitant cette violence ne se plaignent pas de la fermeté accrue qu'ils pourraient rencontrer à l'avenir.* »

**Affaire Cabanes :** le 13 juin, B. Cabanes, journaliste à l'AFP est tué par une explosion à son domicile.

Cet attentat est utilisé par Poniowski contre les travailleurs du « Parisien libéré » et la « violence » des grévistes. Il déclare : « *La violence appelle la violence et l'on doit reconnaître que le syndicat du livre a employé la violence.* »

**Fusillade de la rue Toullier :** deux policiers de la DST et un indic sont tués dans une opération de police contre un prétendu « Carlos », présenté comme un « terroriste international ».

Utilisation de l'affaire pour faire l'amalgame avec les révolutionnaires, prétendument complices. On présente d'autre part « Carlos » comme « militant » d'une prétendue organisation de libération palestinienne qui n'a jamais existé, pour discréditer la lutte du peuple palestinien.



## quelques exemples de répression dans les deux derniers mois

### - Interventions de nervis et commandos contre les grévistes.

Acierie Thomé (Mouzonville) : attaques de la maîtrise ;  
Unimel (Besançon) : une gréviste blessée par un commando de cadres ;  
Bergès (près Toulouse) : le patron menace les grévistes avec son fusil ;  
Chateau du Loir : un patron agresse un militant CGT chez lui ;  
Cadot : provocations de la CFT ;  
Paris Provision Qualité : le patron fonce sur les grévistes en camionnette ;  
Vélosolax (Argentan) : des nervis et le directeur attaquent le piquet ;  
Chrysler France : 1 250 agressions de syndicalistes en 1 an ;  
Citroën Aulnay : agression de 3 syndicalistes CGT ;  
Chausson : milices privées à Asnières ; commando de cadres à Reims ;  
Câbles de Lyon : un nervi fonce sur les grévistes en voiture ;  
Usinor : commando de cadres contre les grévistes ;  
Weil (Besançon) : commandos, patron et cadres avec chalumeau, cisailles et matraques ;  
CFEM (Fos) : un cadre fonce en voiture, un ouvrier gravement blessé ;  
CEM (Le Bourget) : intervention des cadres contre les grévistes.

### - Interventions de la police contre les grévistes

Chausson : CRS à Asnières, Gennevilliers et Reims ;  
Câbles de Lyon : les CRS évacuent l'usine, interviennent contre les travailleurs massés devant l'usine ;

## LE PROJET POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE

Ainsi, dans cette journée, on a retrouvé tous les éléments d'un scénario désormais classique : violente répression contre les travailleurs, violentes attaques contre ceux qui menacent « l'ordre républicain », campagne pour le renforcement de l'Etat et la répression des révolutionnaires. De toute évidence, ces éléments sont liés, il s'agit d'une politique d'ensemble de la bourgeoisie.

## CRS CONTRE GRÉVISTES, DÉLÉGUÉS TRADUITS EN JUSTICE...

Au fur et à mesure que les travailleurs ont rejeté le chantage à la crise et ont engagé des luttes, la bourgeoisie n'arrivant pas à faire cesser rapidement ces actions, craignant même leur extension, a envoyé systématiquement les CRS, les gardes mobiles ou autres milices patronales pour déloger les travailleurs des usines occupées.

Unimel, Bourgeois, Usinor, Chausson, Câbles de Lyon, ... toutes les dernières luttes sont ponctuées de telles interventions, accompagnées de l'inculpation de nombreux délégués et ouvriers actifs : cette dernière procédure relativement peu usitée jusqu'à présent tend aujourd'hui à se généraliser. Une telle avalanche de mesures réactionnaires, procède directement du gouvernement : il est significatif à cet égard que l'intervention des CRS à Chausson allait au-delà de la décision du tribunal qui spécifiait « *il n'y a pas lieu à expulsion* ».

## MULTIPLICATION DES PROVOCATIONS

En même temps que s'exerce cette répression, se déchaîne parallèlement comme par hasard une série d'actions anonymes utilisant la plupart du temps des explosifs ou des armes à feu. Une centaine d'actions de ce genre ont été commises en 1975 sans que jamais Poniowski découvre les responsables. Qu'il s'agisse de la mort d'un jeune appelé à la gare de l'Est en mars, de la mort de B. Cabanes rédacteur en chef de l'AFP ou de la récente « affaire Carlos » toutes ces actions ont en commun : leur origine indéterminée, leur but tout aussi

indéterminé, et surtout leur utilisation systématique par le gouvernement. Parce qu'en affaire on ne saurait se laisser leurrer par la division du travail au sein du gouvernement, par les discours réformistes de Giscard qui évite soigneusement ces questions. Une campagne extrêmement réactionnaire est déclenchée par Poniowski, Chirac et leurs hommes depuis quelques mois.

## UNE CAMPAGNE RÉACTIONNAIRE MENÉE TAMBOUR BATTANT

Pratiquant l'amalgame entre des actions terroristes et les luttes des travailleurs ainsi qu'avait l'activité des révolutionnaires, le gouvernement multiplie les déclarations contre les luttes des travailleurs, appelle au renforcement de la répression, dénonce les révolutionnaires. De toute évidence il mène une campagne politique pour forger une opinion défavorable aux travailleurs, à leurs luttes, dans le but de recourir à une répression plus systématique, pour créer un climat dissuasif pour engager la lutte, pour isoler les révolutionnaires, et particulièrement notre Parti et pour pouvoir les réprimer plus facilement.

Un tel projet est particulièrement transparent dans un certain nombre de déclarations comme celle du « Républicain indépendant » Chirac qui s'élève « *contre l'utilisation inconsidérée de la grève* » qui représente « *une action démoniaque particulièrement nuisible* ». Poniowski n'est pas en reste, qui déclarait donner « *instruction aux préfets de faire intervenir la police dans tout cas de séquestration ou d'occupation* », ajoutant : « *Ce n'est pas de moi que viendront les signes de faiblesse*... » devant la déliquescence de l'autorité de plusieurs pays occidentaux, la France doit montrer l'exemple du respect de la loi parce que *celle-ci est le rempart de la liberté* », et il invitait les procureurs de la république à « *aller en appel des décisions trop indulgentes* ». Son intervention au congrès de la police se passe aussi de commentaires : « *Que ceux qui enfreignent la loi en suscitant la violence ne se plaignent pas de la fermeté accrue qu'ils pourraient rencontrer à l'avenir.* »

La raison de tels préparatifs est assez claire : prévoyant des affrontements assez massifs avec la classe ouvrière, constatant l'inefficacité du chantage à

la crise et du discours « *néo-libéral* », constatant un aiguisement de sa crise politique, la bourgeoisie n'a d'autre voie que le renforcement des instruments qui fondent sa domination, et de préparer les masses à accepter cela. C'est le sens de la campagne Poniowski-Chirac.

## LES RÉVISIONNISTES DÉSARMENT LES TRAVAILLEURS

Face à cette politique, la question de la riposte à organiser se pose avec insistance aux travailleurs. A cette question, le P.«C»F. répond par sa



la société « libérale » à l'œuvre

« campagne sur les libertés » : le fond de cette campagne, ses motivations ainsi que la pratique quotidienne des révisionnistes suffisent à caractériser la nature de leur opération : elle vise à dévoyer la révolte des travailleurs contre les agressions dont ils sont victimes.

## LA CHARTE SUR LES LIBERTÉS ET LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

Cette fameuse campagne a commencé par la publication d'une « charte des libertés », « L'Humanité » du 16 mai la présentait ainsi : « *Le secrétaire général du P.C.F. a montré qu'il n'y avait rien à gagner à attendre trop longtemps, les échéances électorales se présentent dans quelques temps et nous savons que c'est sur ce terrain que nos adversaires vont tenter d'utiliser l'opinion publique* ». On ne peut être plus clair. Loin d'être motivé par les atteintes à la liberté et aux droits des travailleurs, le P.«C»F. est poussé, pour l'essentiel par les échéances électorales. Parce qu'effectivement les attaques anticommunistes de Poniowski, Chirac ou autre contre le mouvement des masses et les révolutionnaires ont pour effet secondaire de diminuer l'influence du P.«C»F. qui continue à se réclamer formellement du marxisme. Des couches de la petite bourgeoisie sensibles à ces arguments réactionnaires, et qui identifient encore le P.«C»F. au visage qu'il pouvait avoir par exemple entre les deux guerres, auront, sous l'effet de telles campagnes tendant à refuser leur suffrage à ce parti.

## CHARTÉ DES LIBERTÉS POUR LE PEUPLE OU POUR LA BOURGEOISIE

Le contenu même de cette campagne du P.«C»F. sur les libertés est d'ailleurs révélateur. Il ne s'agit en rien d'organiser l'action des travailleurs pour riposter aux attaques de la bourgeoisie, ni même de rallier d'autres couches à ce combat, il s'agit de multiplier les gages de bonne volonté en direction de la bourgeoisie. Par exemple, comment s'acheminer vers l'expropriation des capitalistes alors qu'on réaffirme le droit inaliénable de la propriété privée, moyens de production compris ? Comment arracher à la bourgeoisie son pouvoir quand on lui garantit la disposition des instruments essentiels de sa domination, l'armée, la police, la justice, qu'on se contentera de démocratiser ?

Dans les faits, le P.«C»F. se prosterne devant la constitution de 1789, sans poser une seule fois le problème de comment la bourgeoisie vide de tout contenu la plupart des droits acquis par le peuple. Le chiffon de papier de la

charte du P.«C»F. collé au bas du chiffon de papier qu'est la constitution, est censé résoudre les problèmes des travailleurs, sans que l'on entrevoie un instant ce qui empêchera la bourgeoisie de fouler aux pieds comme auparavant les droits des travailleurs.

## « MOBILISER » SUR LES LIBERTÉS POUR SABOTER LES LUTTES REVENDICATIVES

L'attitude des révisionnistes pendant le conflit du Parisien Libéré est particulièrement révélatrice du rôle de leur campagne dans la mobilisation des travailleurs. Prétendant les provocations de la bourgeoisie contre les grévistes, prétextant l'utilisation anti-P.«C»F. de l'affaire Republica, ils en viennent à demander aux travailleurs de donner à la bourgeoisie tous les gages possibles. Pour la rassurer les ouvriers doivent laisser paraître la presse réactionnaire même si elle vise à briser leur lutte ; ils doivent renoncer au projet de « Parisien vraiment libéré » qui nouerait un lien effectif entre les différentes usines en lutte. Bref, au nom de la défense des libertés, les travailleurs sont appelés à renoncer aux moyens efficaces pour construire face à la bourgeoisie un rapport de force favorable.

Enfin, il convient de rappeler comment en de multiples occasions, les révisionnistes unissent directement leurs efforts aux représentant avoués de la bourgeoisie pour contre les actions des travailleurs, comme celles des révolutionnaires. Par exemple, récemment à Vénissieux et Villerupt, les révisionnistes qui tiennent la municipalité avaient refusé toute salle pour un rassemblement de notre Parti et pour une réunion de patriotes espagnols opposés aux révisionnistes. Par exemple encore, la lutte de Chausson montre bien comment les révisionnistes considèrent leurs propres paroles sur la démocratie : ils ont un souci constant, empêcher les grévistes organisés dans le comité de grève de faire valoir un point de vue différent du leur ; les travailleurs qui proposent la nécessaire réoccupation doivent subir toutes les menaces, y compris les violences du service d'ordre P.«C»F.

Ainsi la boucle est bouclée. Quand ils parlent des libertés, les révisionnistes ne parlent pas des libertés du peuple des ouvriers en lutte, des ouvriers révolutionnaires. Au contraire, ils sont d'accord avec la bourgeoisie pour limiter au maximum leurs droits, pour les réprimer. En multipliant les gages à la bourgeoisie, ils espèrent pouvoir rogner des voix dans l'électorat petit bourgeois.

## RIPOSTONS AUX ATTAQUES ET AUX MENACES DE LA BOURGEOISIE

Non ! La question des libertés et des droits des travailleurs est beaucoup trop importante, particulièrement aujourd'hui, pour laisser les révisionnistes instaurer la confusion. Les droits démocratiques ont été conquis par la classe ouvrière et le peuple avec des dizaines d'années de luttes et de sacrifices. S'ils sont extrêmement limités sous le capitalisme, ils sont un moyen important pour les travailleurs de limiter les atteintes de la bourgeoisie à leurs conditions de vie et de travail mais aussi pour remettre en cause la société pourrie que nous impose la bourgeoisie et pour développer largement, publiquement, la perspective d'une société nouvelle, le pouvoir des ouvriers et des paysans.

L'offensive de la bourgeoisie répond au développement des luttes que ni le chantage à la crise, ni le langage réformiste giscardien, ni les perspectives révisionnistes n'ont pu faire cesser. La campagne de Poniowski et Chirac, leurs préparatifs de renforcement de la dictature bourgeoise sont des signes de faiblesse. Loin de renoncer à leur lutte à la construction d'un mouvement d'ensemble, les travailleurs doivent poser avec détermination leurs revendications et mener de pair avec vigilance la lutte pour le maintien de leurs droits, combattre pour le maintien des libertés démocratiques, les utiliser à fond pour mener la lutte contre la bourgeoisie.

Marc ANDRE

# Le rapport de la Cour des Comptes DES «ABUS»... OU UN SYSTEME POURRI... ?

Chaque année, à la même époque, la Cour des Comptes, chargée de contrôler la bonne utilisation des fonds publics, publie un rapport, où sont consignés à la fois les griefs de la Cour concernant la gestion des deniers publics par les différents ministères, administrations ou collectivités locales, et les réponses et éventuelles justifications des intéressés.

## D'ANNÉE EN ANNÉE LES MEMES GRIEFS

Chaque année, sont ainsi dévoilées au grand jour quelques « affaires » retentissantes, que la Cour ne peut esca-moter, parce qu'elles sont de toutes façons, connues; comme celles de l'aménagement touristique du littoral Languedoc-Roussillon, ou celle du marché d'intérêt national de Rungis, dénoncées dans le rapport 1974. Le scénario est presque toujours le même: mauvaises prévisions budgétaires, trafics d'influence pour la passation des marchés par l'Etat aux entreprises privées, d'ou dépassements des crédits énormes, qui vont facilement du simple au double (boulevards périphériques): Pour la Cour, ce sont des «abus», ou même, selon le mot du premier président, Désiré Arnaud, des «détails croustillants», dus à l'«irresponsabilité» de certains services, de certains individus, et auxquels il serait facile, en suivant ses conseils, de remédier.

Mais ce n'est que l'apparence des choses, il suffit pour s'en convaincre de constater que ce sont chaque année les mêmes «abus» qui sont dénoncés dans le rapport. Ainsi en 1973, la Cour des Comptes mettait en évidence le fait que les entreprises privées ne remboursaient jamais les «avances» consenties par l'Etat. Dassault en particulier, et la SNIAS étaient tout à fait visés dans le rapport. Et voilà qu'en 1975, Dassault, avec cette fois Thomson, est encore sur la sellette pour les mêmes raisons. De même, pour ce qui est des

marchés d'études ouverts par les administrations, la Cour avait dénoncé en 1973, et auparavant même en 1967, toute une série de pratiques douteuses en vigueur dans l'administration. Elle y revient en 1975, la liste s'étant simplement allongée, sans que la nature des critiques ait changé. En vérité, le fond des choses, c'est que le système est pourri de toutes parts.

## LE CARACTÈRE DE PLUS EN PLUS PARASITAIRE DE L'ADMINISTRATION

En 1973, la Cour dénonçait le fait que «certains services (de l'administration) ont tendance à recourir à des bureaux d'études pour accomplir des tâches qui leur incombent directement, ou qu'ils devraient pouvoir exécuter avec les moyens dont ils disposent», s'étonnant même que dans un cas précis «une administration ait pu s'en remettre à un organisme privé, du soin de lui expliquer le sens de sa propre action». Ces pratiques ont-elles disparu en 1975? Pas du tout! Elles n'ont fait que se généraliser, en même temps que croissait le nombre des bureaux d'études, à tel point que la Cour y consacre cette fois presque le quart de son rapport. On apprend ainsi que les «comités des transports du VI<sup>e</sup> plan» a commandé une étude à un «centre de productivité des transports» pour la somme de 4,5 millions; la chose n'aurait rien que de très banal, si le président du premier «comité» n'était aussi celui du second. Ce n'est d'ailleurs nullement une exception, puisque la Cour dénonce encore divers cas de ce type au ministère de l'Éducation Nationale, où cela a l'air d'être devenu quelque chose de tout à fait «normal».

Sur le chemin de la corruption, l'on ne s'arrête pas si facilement. Le rapport 1975 en fourmille d'exemples. Certains bureaux d'études vendent très cher des copies d'études passées quelques années auparavant, sans que naturelle-

ment nos vertueux fonctionnaires ne s'en aperçoivent. Et pour cause, puisqu'il n'est guère douteux que leurs poches se remplissent quelque peu au passage!

Tout cela démontre assez le caractère parasitaire de cet appareil d'Etat, lié de mille manières à la bourgeoisie, grâce auquel celle-ci se maintient. Arrêtons-nous sur un dernier exemple donné par le rapport, qui donne une bonne idée de ce que sont les fameuses «études» de la bourgeoisie. Voici quelques phrases relevées dans une étude de 29 millions: «notre analyse se veut architecturale... ce travail doit être considéré comme le début d'un questionnement... ces réflexions amènent à considérer le modèle comme problématique centrale...».

Voilà à quoi servent nos impôts!

## 60 MILLIARDS PAR AN POUR LES TRUSTS PRIVÉS (SELON L'INSEE)

La Cour n'a pas pour principe de s'en digner des cadeaux faits par l'Etat aux trusts privés. Mais sa vocation de contrôleur budgétaire la conduit bien involontairement à en parler, dans la mesure où ils sont un peu trop voyants. Il est rare en tous cas que son rapport annuel ne cite quelques chiffres significatifs de leur ampleur. Cette année, comme en 73, l'aéronautique est un des thèmes d'études de la Cour, et pour les mêmes raisons qu'en 73. On apprend ainsi que Marcel Dassault, pour l'étude et la mise en service de l'avion Mercure, a reçu jusqu'au 31 décembre 1974 la bagatelle de 501 millions (actuels), non compris les 170 millions avancés par l'Etat à Air Inter pour lui passer commande de quelques appareils, et que ces avances, Dassault a toutes les chances de ne jamais rien rembourser: selon le protocole d'accord, le remboursement ne s'effectuera qu'à partir du quarante cin-

quième appareil. Or à ce jour, dix appareils au plus ont été vendus. Dassault peut dormir tranquille sur ces profits puisque l'Etat les lui assure gratuitement. D'ailleurs il est tout à fait question qu'il réédite l'opération du Mercure (rappelons qu'il a déjà reçu plus de 18 milliards pour le Mystère 20) avec une version nouvelle dite «super Mercure». Comment s'étonner après cela, que Monsieur Dassault, à la tête, ne se déclare pas particulièrement soucieux pour l'avenir après l'échec de son Mirage dans «le marché du siècle»?

Monsieur Dassault, s'il est le préposé de la Cour des Comptes, n'est naturellement pas seul concerné. On relèvera au passage encore 100 millions à la SNECMA pour la fabrication du moteur de l'Airbus, 75 millions à Thomson pour la réalisation d'engins militaires, comme on avait déjà relevé en 1974, au titre du plan calcul, 27 millions pour Thomson, plus de 900 millions pour la CII, aujourd'hui fusionnée avec Honeywell-Bull. Toutes ces «avances» ne seront naturellement jamais remboursées à l'Etat, dont c'est d'ailleurs le cadet des soucis, puisque son rôle consiste précisément à redistribuer aux capitalistes les impôts extorqués à la classe ouvrière.

## L'ANARCHIE EST LA RÈGLE

L'anarchie, capitaliste, partout manifeste au travers des 228 pages du rapport, est particulièrement criante au Ministère des Armées (la Cour allant même jusqu'à parler de «la versatilité de l'Etat Major»), où le choix des services chargés de l'acquisition de véhicules, pourtant théoriquement déterminé par «le jeu préalable de la concurrence», se porte pratiquement toujours sur les véhicules les plus chers, les moins solides, ceux qui doivent être réparés après une moyenne de 17 347 kilomètres, comme les Simca-Marmon. La Cour n'entre toutefois pas dans les détails sur les raisons, tout à fait trébu-

chantes et sonnantes, qui poussent nos loyaux officiers à de telles inconséquences.

Autre exemple d'anarchie: les hôpitaux, au sujet desquels «la Cour a observé que les nouvelles installations étaient fréquemment mises en service avec de grands retards» alors que derrière les causes superficielles décrites par la Cour, une cause fondamentale: la santé, pour la bourgeoisie, cela doit être avant tout une affaire rentable. Les besoins sont partout criants. Enfin, une fois de plus, les grands travaux engagés par les collectivités locales, tel l'assainissement du Bassin d'Arcachon, apparaissent comme autant de scandales, où entreprises privées, architectes, promoteurs, s'entendent comme larons en foire pour se remplir les poches, chacun n'ayant en vue que son profit, ses honoraires ou sa rente.

## LA COUR DES COMPTES CAUTION DE LA BOURGEOISIE

Faisant mine de dénoncer des «abus», alors que ce sont les mécanismes même du système capitaliste qui sont en jeu, la Cour des Comptes apparaît finalement comme une caution à la bourgeoisie, garantissant les assurances réitérées par la bourgeoisie aux travailleurs, comme quoi le système serait parfait et qu'il serait en aucun cas nécessaire de le détruire. Tout cela est illusoire.

La Cour n'ayant pas la moindre autorité politique, les «irrégularités», les «gaspillages» qu'elle dénonce, ne tonit dans le meilleur des cas que se reproduire ailleurs, dans un autre service, une autre administration. Pour en finir avec la logique du profit, avec l'anarchie capitaliste, les travailleurs ne s'en remettent qu'à eux-mêmes!

Frédéric MONTAGNET

## 22<sup>ème</sup> congrès de la CGC : un congrès de divisions

Le 22<sup>e</sup> Congrès de la Confédération Générale des Cadres s'est achevé samedi avec l'élection du nouveau président: Yvan Charpentier. Celui-ci, président de la fédération chimie, succède à André Malterre qui était depuis 21 ans (pratiquement depuis sa création) à la tête de la CGC. Par rapport à Malterre, qui lui avait apporté son soutien pour le Congrès, Charpentier représente la continuité.

Comme Malterre, Yvan Charpentier est un ferme partisan de la «concertation patronat-encadrement dans l'entreprise». La déclaration commune CNPF-CGC de juillet 74, fixait ainsi les contours de cette concertation: «Pour réaliser ses objectifs de progrès économique et social, l'entreprise doit recueillir l'adhésion des hommes qu'elle rassemble et tout particulièrement des cadres, en les associant à l'élaboration des décisions. Cette association, pour être féconde, doit rejeter la contestation systématique et viser le développement de l'entreprise dans le contexte de l'économie actuelle». Un rappel comme quoi la fonction des cadres est le service zélé du capita-

lisme! L'héritage légué par Malterre, c'est une politique résolument anti-ouvrière, anti-communiste: Malterre qui a soutenu la candidature Giscard d'Estaing aux présidentielles, déclarait en janvier de cette année: l'actuel redéploiement de l'économie qui contraint d'innombrables travailleurs au chômage est «nécessaire». Quant au responsable de la crise, pour lui, c'est les peuples arabes! C'est ce que cet ancien partisan de «l'Algérie française» et de l'OAS déclarait publiquement fin 73, à la Mutualité à Paris.

Mais pour continuer l'héritage de Malterre, Charpentier n'est pas investi triomphalement. Élu par 432 voix contre 316 à Jean Menu, et 94 à Corentin Calvez, respectivement secrétaire général et délégué général, sortants de la CGC, il a affaire à une forte opposition. Les divisions existant au sein de la CGC, déjà manifestes au précédent Congrès de 73, ont été illustrées ces derniers mois par de nombreuses péripéties; les amis de Jean Menu ont par exemple tenté une action en justice pour que soit repoussée la date du Congrès, et que soit diminuée la représentation au Congrès des fédérations soutenant Charpentier, telle celle des VRP, une des plus importantes fédérations de la CGC.

En quoi consiste cette opposition? Selon Menu et ses partisans, les cadres ne doivent pas se contenter de la concertation, prévue dans les discussions avec le CNPF, ils doivent avoir une part plus importante dans la gestion des entreprises. Ils reprochent en outre au patronat du secteur privé son «gaspillage». Ils préconisent une CGC plus «dynamique», et en avril, Menu a lancé un «Comité de rénovation» de la CGC. Ce «dynamisme», cette «rénovation» visent-ils à remettre en cause la société actuelle dominée par le capitalisme? Nullement. A la tête de la fédération CGC de la métallurgie, la plus importante de la confédération (1/5 des adhérents), Paul Marchelli, ferme adversaire de Malterre et du nouveau président, et soutien à la candidature de Menu, a précisé ce que doit être à son sens, cette ré-

novation.

«Nous voudrions être l'aile marchante du syndicalisme réformiste et créer une grande organisation avec FO et la CFTC, pour être un interlocuteur valable en France». Et Paul Marchelli fait état d'importants contacts avec «les amis de Bergeron». Rien de très révolutionnaire dans tout cela! Marchelli ajoute qu'il est contre toute entente avec les cadres CGT (UGICT). Ceci ne fait pas l'unanimité dans l'opposition actuelle: ainsi, c'est Menu qui avait mené pour la CGC, l'an dernier, les négociations avec l'UGICT en vue d'élaborer une plate-forme commune. Mais la divergence n'est pas fondamentale: la plate-forme en question, vigoureusement défendue par les révisionnistes de la CGT, défendait en fait, telle quelle, la hiérarchie capitaliste dans l'entreprise.

Où chercher la source de ces contradictions?

Les contradictions actuelles au sein de la CGC, qui compterait entre 200 et 300 000 adhérents, reflètent d'abord l'évolution de la composition de cette organisation. La CGC regroupe peu de cadres supérieurs et de plus en plus de «petits chefs», ainsi que des cadres



A Chausson (Reims) sous la protection des CRS, les cadres coupent les grillages de l'usine.

moyens et des techniciens. En 10 ans, les agents de maîtrise sont passés de 20% à près de 40% des effectifs de l'organisation. Les opposants, tels Paul Marchelli, partent «en guerre» contre le patronat qui, disent-ils, est en train de détruire la maîtrise; pour elle, ils réclament plus de prérogatives, plus de possibilités d'initiatives.

Surtout, les contradictions actuelles reflètent le «malaise des cadres», la tentative de répondre à la contestation de plus en plus grande par la classe ouvrière de la maîtrise garde-chiourme, du rôle des cadres, agents de l'organisation capitaliste du travail.

Dans les grèves récentes: Unimel, Weil, Chausson, Câbles de Lyon... bien souvent les ouvriers sont aux prises avec des cadres. Et depuis 72, Malterre avait encouragé les commandos anti-grèves, les violences physiques contre les ouvriers des piquets de grève. Mais tous ceux que la CGC prétend représenter ne soutiennent pas les agressions anti-ouvrières: ce qui est en cause alors, c'est le bloc réactionnaire de tous ceux désignés sous le vocable de «cadres», autour des agents patentés du patronat et de la défense de leurs privilèges. Cette remise en cause, pas plus «l'opposition» que la «majorité» de la CGC ne l'admettent. Pas plus que les révisionnistes avec l'UGICT. Mais les «cadres» représentent des catégories très différentes: par exemple, entre tel ou tel technicien, un chef d'équipe, un directeur d'entreprise, il y a souvent peu de points communs dans les pratiques, les rapports avec les ouvriers, les mentalités. Et certains «cadres» ne participent pas ou pas directement à l'exploitation de la classe ouvrière. Surtout, le fait qu'aujourd'hui les ouvriers rejettent de plus en plus massivement, par leurs luttes, la politique de crise de la bourgeoisie, donne des perspectives à certains cadres pour rejoindre ce combat, brisant ainsi l'unité réactionnaire entretenue autour de la défense de la hiérarchie capitaliste dans l'entreprise, par la CGC et les révisionnistes.

Jean-Paul GAY

# LE DOCUMENT PONOMAREV : le PCUS, les partis «frères» et la question de la violence

L'affaire de « Republica » a été l'occasion de la publication en France d'un texte de Ponomarev, tout à fait authentique celui-là, paru en juin 1974 dans la revue « problèmes de la paix et socialisme ». Dans ce texte, ce dirigeant révisionniste russe, partant de l'examen de la situation mondiale, tire à sa manière les leçons de l'expérience chilienne.

Ouvrément, il s'agit d'examiner « la première expérience un peu prolongée d'un développement « pacifique » de la révolution ». Ce qui indiquerait à première vue que les révisionnistes soviétiques restent fidèles à leur soi-disant « passage pacifique au socialisme ». Mais voilà que, plus loin dans l'article, Ponomarev affirme qu'il faut « se montrer capable de changer rapidement de forme de lutte - pacifique et non pacifique ».

S'agirait-il d'un retour des révisionnistes soviétiques vers des conceptions révolutionnaires, léninistes ? C'est ce qu'il nous faut bien examiner.

## ÉTABLIR LE POUVOIR DE QUELLE CLASSE ?

Parlant du gouvernement chilien d'unité populaire, Ponomarev affirme : « Il a été prouvé que l'approche du pouvoir (...) était possible sur la base de la constitution existante » et que « cette période conduisit à des transformations socio-économiques importantes au profit des travailleurs ».

Souvenons-nous de la réalité de ce « pouvoir », de la nature de ces « transformations socio-économiques » : dans les usines nationalisées, aucun pouvoir à la classe ouvrière, tout le pouvoir à une couche de cadres tentant de se constituer en nouvelle bourgeoisie ; à la campagne, la lutte contre les occupations de terres par les paysans pauvres, une réforme agraire qui n'était pas la distribution de la terre aux paysans, mais la prise en main de ces terres par l'État, par l'intermédiaire de la même couche sociale que dans les usines. Et pour ce qui est du niveau de vie des masses, une inflation galopante qui rongea le pouvoir d'achat, le maintien du fléau du chômage, aucune solution apportée à la question du logement. En résumé, la tentative d'une couche bureaucratique pour limiter l'emprise, sur le pays, de l'impérialisme US, (traduite par les nationalisations), en laissant les masses à l'écart du processus, et de ce

fait en agissant sur les positions de compromis avec l'impérialisme US lui-même : n'oublions pas que l'inflation était due en grande partie au remboursement de la prétendue « dette » à l'égard des entreprises américaines. Les « conquêtes révolutionnaires » que M. Ponomarev se soucie de défendre, c'est l'extension progressive, au côté de l'ancienne, du pouvoir d'une classe bourgeoise d'un nouveau genre. Pour cette couche, il est effectivement possible d'avancer « sur la base de la constitution existante », c'est-à-dire sans remettre en cause un seul instant le régime d'exploitation des larges masses et le cadre politique dans lequel il s'exerce.

## QUELLE « VIOLENCE » EXERCER ?

Que signifie, dans ces conditions, l'évocation des « formes de lutte non pacifiques », de « l'aptitude à répondre à la violence contre révolutionnaire par la violence révolutionnaire », à laquelle se livre Ponomarev ? Pas un seul instant, il ne pose la question de l'armement des masses, de leur mobilisation pour la lutte armée révolutionnaire contre l'ennemi de classe. Dans les semaines qui ont précédé le coup d'état, le gouvernement d'unité populaire se livrait frénétiquement à la fouille des quartiers ouvriers en vue de désarmer les masses. Ce n'est pas ce qui empêche de dormir M. Ponomarev. Pour garantir un pouvoir qui n'est pas celui du peuple, on ne compte pas sur la violence du peuple. Si on compte quand même sur la violence, sur les « moyens non pacifiques », comme notre auteur, cela veut dire qu'au coup d'état, on oppose le contre coup d'état, quand ce n'est pas le coup d'état « préventif ». La suite de l'article le confirme.

## CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE ET SES ALLIÉS

En effet, se livrant à une prétendue « analyse de classe », Ponomarev dénonce « l'irrésolution et le caractère instable de la petite bourgeoisie » sur laquelle « la réaction mise ». Reprenons encore le Chili, puisque c'est de cela qu'il s'agit. Les mouvements, effectivement réactionnaires, financés en sous-main par la CIA, de couches comme les camionneurs ou les petits com-

merçants, avaient une racine objective : le mécontentement de couches frappées durement par la crise économique, du fait que le pouvoir en place préférait le compromis avec les USA à la mobilisation anti-impérialiste conséquente des masses : le problème de M. Ponomarev, c'est donc de recourir à une répression énergique de ceux qui, dans des conditions comme celles du Chili, peuvent être des alliés de la classe ouvrière. En ce qui concerne la classe ouvrière elle-même, les choses sont encore plus nettes. En effet, au moment où les partis révisionnistes deviennent les représentants de nouvelles couches bourgeoises agissant en collusion (et à la fois en contradiction) avec les anciennes, la classe ouvrière échappe de plus en plus au contrôle de ces partis, même sa lutte malgré et contre eux, se dote dans la lutte de nouvelles organisations qui la représentent réellement. Pour M. Ponomarev, il s'agit de « groupes radicaux » de gauche et d'« aventuristes », et la tâche des révisionnistes est « la lutte résolue contre les actions de ces groupes », c'est-à-dire la répression accrue des luttes de la classe ouvrière.

## COLONISER L'APPAREIL D'ÉTAT

Recourir à la répression active de la classe ouvrière et de ses alliés, tel est donc le premier aspect de la politique proposée. Le deuxième concerne le rapport de forces à établir avec les représentants des vieilles classes exploiteuses. Pour cela, il s'agit « d'éliminer leur domination sur les moyens d'information de masse et de propagande, d'une part ; d'autre part, d'ôter des mains des représentants de l'ancien régime, des leviers de pouvoir aussi importants que l'armée ». Bref, de coloniser l'appareil d'État bourgeois, de se donner les moyens du coup d'état dont il était question plus haut. Et, n'en déplaise à ce révisionniste, le but de la classe ouvrière, même si ses pareils parviennent à remplir cet objectif, restera de leur « ôter des mains ce levier » en le détruisant par sa propre violence révolutionnaire de classe.

## LE PCUS ET SES PARTIS « FRÈRES »

Au terme de cette lecture, une question se pose : pourquoi Ponomarev, chargé en URSS des relations avec les autres partis révisionnistes, accorde-t-il une telle attention à ces questions ? Sa

conclusion nous l'indique : ce qu'il appelle « la réaction » se caractérise pour lui par « le nationalisme », « l'anti-soviétisme ». Pour ce nouveau boyard, il s'agit de favoriser l'accession et le maintien au pouvoir de partis révisionnistes dont la présence facilite la pénétration social-impérialiste russe.

Les maîtres du Kremlin entendent bien aujourd'hui utiliser autant que possible, dans la situation où la crise de l'impérialisme occidental s'aggrave, les partis révisionnistes comme des instruments dans leurs rivalités avec les États-Unis pour le partage du monde.

Mais les choses ne vont pas toujours comme ils voudraient. Pour un Marchais, l'article de son collègue « était susceptible d'obscurcir plutôt que d'éclaircir la solution des problèmes posés en France ». En effet, face à une bourgeoisie beaucoup plus puissante que la bourgeoisie chilienne ou portugaise, les ambitions de nos révisionnistes sont beaucoup plus limitées. Plus que de « l'éliminer » de la direction de la presse et de l'armée, de se substituer largement à elle dans l'exploitation des masses, il s'agit de rassembler les conditions pour partager au mieux le gâteau avec elle, en laissant sa domination intacte pour l'essentiel. Et comment y parvenir sans « l'allié » socialiste, garant des limites du processus engagé ? De ce point de vue, l'article de Ponomarev, non seulement ne correspond pas exactement aux visées qui peuvent être celles du PCF, mais constitue une importante gêne tactique.

Une chose reste : Berlinguer, dirigeant du parti révisionniste italien, a beau affirmer que le temps est résolu où Moscou intervenait dans les affaires des partis révisionnistes, la réalité est exactement inverse, que ce soit sous la forme de « directives » ou de « conseils » comme ceux que donne Ponomarev dans son article. Cette intervention prend, au demeurant, des formes encore plus directes, comme on a pu le voir récemment en France avec la montée au bureau politique du PCF de Kanapa, instrument zélé du social-impérialisme, sorte de Ponomarev à Paris.

Pour leur part, et exactement à l'inverse des partis révisionnistes, les partis véritablement communistes, marxistes-léninistes, fondent leurs rapports sur le non-recours et le rejet de toute intervention dans leurs affaires intérieures : seule l'analyse concrète de

la situation concrète, à laquelle chaque parti est seul capable de se livrer pour son propre pays, est le garant du maintien et du développement d'une authentique ligne révolutionnaire.

Jean LERMET

## Les « grognards » de l'empire (2)

La RDA est considérée comme « l'atelier du Comecon ». Elle est le partenaire commercial le plus important de l'URSS avec un chiffre d'affaire pour 1974 de plus de 20 milliards de deutschemark, un quart de toutes les importations soviétiques de machines et d'équipements proviennent de RDA. Pour certains besoins fondamentaux de l'URSS (bateaux, machines agricoles, équipements pour forges et presses), la RDA fournit 40 % des importations soviétiques.

Du fait que les Allemands de l'Est possèdent peu de matières premières et de sources d'énergie, ils en importent l'essentiel d'URSS. Or les récentes augmentations de prix pratiquées unilatéralement par les Soviétiques ont gravement perturbé, au profit de l'URSS, les termes de l'échange entre les deux économies.

Aussi les Allemands de l'Est ont-ils mis en garde leurs « frères » soviétiques : si l'URSS ne révisé pas ses conditions de vente de matières premières et d'énergie et les prix de ses produits, il sera difficile pour la RDA de garantir à l'URSS la fourniture des biens d'équipement pour le prochain quinquennat de 1976.

Gageons que ce petit chantage à la mode révisionniste saura convaincre le Kremlin que certains aménagements s'imposent. Décidément, ça grogne dans l'empire.

## L'OLP ET LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

Extraits d'une « déclaration en dix points » publiée par « Falastine Al Saoura », organe de l'organisation de Libération de la Palestine :

« La diplomatie palestinienne est axée sur le refus de reconnaître Israël ou de conclure avec Israël un traité de paix, ou de lui concéder le moindre pouce de territoire arabe ;

« La révolution palestinienne attache une grande importance à la solidarité arabe et à la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre État ;

« La révolution palestinienne estime que l'attitude arabe à l'égard des États-Unis est erronée ;

« Le sommet Ford-Sadate de Salzbourg n'a pas résolu certains problèmes ;

« La violence révolutionnaire est le moyen de faire face à la politique américaine ;

« La réactivation du front oriental (Syrie-Jordanie) nécessite une présence militaire palestinienne en Jordanie ;

« Le programme en dix points du douzième congrès palestinien (juin 1974) constitue une revendication populaire.

« A propos des « nouvelles » attribuant à une soi-disant « organisation de la lutte armée arabe » la fusillade de la rue Toullier, le bureau de l'OLP à Paris communique : « Nous ne connaissons pas le nom de cette organisation. Elle n'existe pas sur le terrain palestinien et une fois de plus il s'agit d'une organisation complètement inconnue. »

## BEYROUTH : graves provocations réactionnaires

De nouveau les fascistes des phalanges libanaises sont passés à l'attaque, multipliant les provocations dans les quartiers musulmans de Beyrouth. Dimanche après-midi, depuis le quartier d'Achrafieh, ils ont envoyé des dizaines de roquettes sur le quartier de la Quarantaine, provoquant un gigantesque incendie. Des commandos circulaient en voiture ouvrant le feu sur les magasins. Il y a des dizaines de tués dans les quartiers à forte densité de population des docks et dans le faubourg des abattoirs. Ce qu'ils cherchaient de toute évidence depuis trois mois, c'était en s'évertuant à commettre des exactions dans les quartiers musulmans, et à défier leur population, à les amener à se venger contre les habitants chrétiens. Ils veulent que le Liban devienne le théâtre d'une sorte de guerre de religion, dans le but de désagréger le mouvement national libanais et de liquider la Résistance Palestinienne.

Le 13 avril dernier, ils massacraient près de trente Palestiniens et Libanais à Ain Romaneh. Ce massacre venait après un gros battage des fascistes libanais, qui relançaient l'idée d'un « referendum national » sur la présence palestinienne au Liban. Ce projet fut rejeté en bloc par tous les partis.

Si les fascistes libanais se mobilisent ainsi contre la Résistance Palestinienne, c'est qu'ils redoutent le développement des forces progressistes au Liban, par delà les ap-

partenances religieuses. Un tel mouvement, auquel la Résistance Palestinienne a contribué par l'exemple bénéfique qu'elle constitue pour la majorité des masses libanaises, remet en cause les principes de cette fraction. C'est pourquoi les fascistes accusent les Palestiniens d'avoir rompu « l'équilibre traditionnel » du Liban, fondé sur l'entretien systématique des divisions religieuses. Mais ce projet de retour à « l'équilibre traditionnel » ne peut qu'échouer. Sa récente tentative d'instaurer un gouvernement militaire a été balayé par la colère des masses de toutes confessions. Face aux dernières provocations phalangistes, la Résistance Palestinienne a réaffirmé qu'elle n'interviendrait en aucun cas dans les affaires intérieures du Liban, qu'elle n'aurait qu'une attitude défensive. « La révolution palestinienne attache une grande importance à la solidarité arabe et à la

non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre État » déclarait lundi 30 juin l'OLP. Le peuple libanais, de son côté, s'est fermement opposé aux attaques fascistes. Les provocations réactionnaires n'ont pas réussi, bien au contraire, à développer un mouvement anti-palestinien au Liban.

Les masses libanaises sont conscientes que les provocations des phalanges ont le même but que les précédentes tentatives de liquidation de la Résistance durant ces dernières années en Jordanie et au Liban. Elles savent que ces fascistes travaillent pour l'ennemi sioniste, aux côtés de ses agents nombreux à Beyrouth et de leurs collègues de la CIA. Il est clair pour elles qu'au moment où se trament des « solutions de règlement » au Moyen-Orient, l'impérialisme et le sionisme font tout pour amoindrir la Résistance, pour arriver à un règlement qui puisse l'exclure.

En essayant de paralyser les masses libanaises par un climat de terreur, de les diviser sur des bases religieuses, ils pensaient avoir les mains libres contre la Résistance. Mais les masses palestiniennes ne se laissent pas entraîner dans des provocations qui auraient condamné leur propre mouvement. Leur lutte de libération et la lutte des masses libanaises contre la réaction sont indissolublement liées sans pour autant se confondre.

Pierre Gemayel et ses « phalanges » fascistes.



# 13 années d'Algérie indépendante : LE COMBAT DU TIERS MONDE

Le 5 juillet 62, l'Algérie proclamait son indépendance. C'était la victoire de tout un peuple, qui pendant 8 ans, avait lutté héroïquement les armes à la main, pour chasser le colonialisme français de son pays, qui avait bravé les tortures, les destructions massives. Pour lui l'indépendance, la liberté, rien n'était plus précieux. Aujourd'hui, l'Algérie connaît un développement de type capitaliste, mais sa lutte contre la domination impérialiste ne s'est pas arrêtée le jour de sa propre libération du joug colonialiste. Elle poursuit sa lutte, aux premiers rangs des pays du Tiers Monde.

## SOUTIEN AUX LUTTES DE LIBERATION NATIONALE

Sans relâche, elle soutient les peuples en lutte pour leur libération dans le monde. L'Algérie ouvre largement ses portes aux mouvements de libération nationale. Le peuple palestinien a toujours trouvé dans le peuple algérien un allié sûr, qui dénonce les complots tramés contre la Résistance, qui affirme que la seule voie pouvant mener à une solution juste est celle de la lutte armée. « Nous sommes parmi les états qui refusent et condamnent toute tutelle sur la Révolution Palestinienne, fut-elle arabe » déclarait Boumédiène. Et encore « seuls les Palestiniens sont aptes à négocier au nom de leur propre pays ». Dénonciation systématique des plans capitulards de la bourgeoisie égyptienne, des tentatives de liquidation par les fascistes libanais de la Résistance, tout comme des manœuvres des super-puissances. C'est M. Boutéflika, ministre algérien des Affaires Etrangères, qui parle : « Depuis 67, l'affaire du Moyen-Orient n'est pas sortie de l'impasse. Et, s'étendant à l'ensemble de cette région, un processus enclenche avec l'entrée en jeu des super-puissances et l'interposition de pays de

plus en plus soumis à leurs sollicitations ». Dénonciation des manœuvres et popularisation de la lutte armée en territoires occupés, c'est là la solidarité active d'un peuple qui n'a reculé devant aucun sacrifice pour se libérer du joug impérialiste et qui continue son combat.

## EN PREMIERE LIGNE DE LA LUTTE POUR LA LIBERATION ECONOMIQUE

L'Algérie libérée de la présence militaire de l'impérialisme français, s'est lancée à l'assaut contre le pillage économique. Là encore elle a puissamment contribué à la lutte de l'ensemble du Tiers Monde pour la récupération de ses richesses nationales, par l'exemple qu'elle constitue, comme par les initiatives qu'elle prend pour renforcer l'unité et la force de cette lutte.

● A partir de 67, l'Algérie nationalise progressivement les compagnies pétrolières étrangères.

● Cette bataille pour la nationalisation se double d'une âpre lutte au sein des réunions sur le pétrole, pour en faire augmenter le prix. En tant que membre de l'OPEP, l'Algérie multiplie les propositions de lutte contre la détérioration du pouvoir d'achat du pétrole, combat les campagnes de calomnies lancées par l'impérialisme. Elle contribue largement à structurer l'organisation, à la transformer en une arme de plus en plus efficace.

● « La seule indépendance politique ne suffit pas. Nous sommes confrontés aujourd'hui à un grave problème, qui est celui du déséquilibre dans les relations internationales et surtout dans le domaine économique » déclare Boumédiène. L'Algérie encourage la formation d'organisations de pays producteurs. C'est elle qui demande la convocation d'une assemblée extraordinaire à l'ONU sur les matières premières, qui sera une des premières grandes victoi-

res de l'ensemble du Tiers-Monde. Face aux superpuissances qui prêchent toutes les deux la « complémentarité des ressources », selon la formule de Gromyko, le président algérien Boumédiène, et avec lui les pays du Tiers Monde, accusent : « en détenant l'essentiel des marchés de consommation des matières de base, ainsi que le quasi-monopole de la fabrication des produits manufacturés et des biens d'équipement, les pays développés ont pu fixer à leur guise tant les prix des matières de base qu'ils prennent aux pays en voie de développement, que ceux des biens et services qu'ils leur fournissent. De la sorte ils se trouvent dans une position où ils peuvent drainer à leur profit, et par une multitude de canaux, les ressources des pays du Tiers-Monde ». L'Assemblée se prononce pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial : c'est une défaite pour les deux super-puissances.

Aujourd'hui les conférences se multiplient, qui les mettent sur le banc des accusés. Le Tiers-Monde refuse le « saupoudrage industriel » ; il condamne la prétendue aide, comme le déclarait le ministre algérien du commerce : « Devant l'échec des politiques dites d'aide, nos pays n'ont pas d'autre moyen que leur solidarité organisée pour récupérer la propriété de ce qui leur reste de leurs ressources nationales ». Cette solidarité organisée, pour laquelle milite depuis des années l'Algérie, c'est aujourd'hui une des bêtes noires des impérialistes.

## CONTRE L'HEGEMONISME

L'Algérie, par sa lutte de libération nationale et par sa bataille contre la domination économique, par son travail permanent pour resserrer les rangs du Tiers-Monde, a puissamment contribué à l'avènement du Tiers-Monde sur la scène politique mondiale. Pour faire entendre sa voix, le Tiers-Monde a



dû refuser les tentatives d'hégémonie des grandes puissances. « Il existe dans ce monde des grandes puissances qui essaient, tout en nous tenant à l'écart, d'étudier et de régler les questions ; il s'agit de savoir ce que nous devons entreprendre pour affirmer notre existence dans l'arène internationale, faire entendre nos voix » (Boumédiène). Malgré les mises en garde du social-impérialisme soviétique, la majorité des pays non alignés réunis à Alger, en septembre 73, ont accusé les superpuissances qui veulent les tenir à l'écart des décisions, qui sacrifient les intérêts et la sécurité des pays pauvres, des petits pays, pour se partager le monde. Aujourd'hui le mouvement des pays non alignés est devenu, sous l'impulsion de pays comme l'Algérie, une force qui lutte contre l'hégémonie, une force qui lutte pour la paix, une force qui dénonce les tentatives des deux super-puissances. Le président algérien déclarait devant les pays non alignés : « d'un côté on proclame l'avènement de la détente et les

bienfaits de la coexistence pacifique et de la coopération ; de l'autre, c'est la poursuite des guerres coloniales, les implantations militaires, le renforcement des bases stratégiques, des manœuvres de division, et la manipulation des conflits armés, en passant par toutes les tentatives de vassalisation au moyen de l'ingérence politique et de l'agression économique. Il n'y aura pas de paix véritable et de développement réel tant que la prétention à régenter le monde ne sera pas éliminée ». C'est pourquoi l'Algérie dénonce vigoureusement la présence « des flottes américaine et soviétique en Méditerranée, qui est ainsi devenue une région dangereuse ».

Aujourd'hui, 13 ans après la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, nous saluons en elle un des pays qui, par son exemple et ses efforts, a su prendre une part primordiale dans l'édification du Tiers-Monde en force politique, en force déterminante dans la lutte contre l'impérialisme.

Monique CHERAN

25 Juin 1975

## LE MOZAMBIQUE INDEPENDANT à l'avant-garde de l'Afrique

« Dans nos coups de main, des femmes et des enfants peuvent mourir. Remarque que c'est l'ennemi qui, profitant de notre sens moral, les utilise directement ou indirectement dans le combat.

Le terroriste se cache derrière eux ; il se réfugie dans les pailotes apparemment les plus pacifiques.

La responsabilité de la mort d'innocents - si par hasard il y en a - appartient à l'ennemi et non pas à nous.

LE COMMANDO TUE AVEC EFFICACITE

LA VOIX DU COMMANDO A PARLÉ ».

(circulaire portugaise d'action psychologique de la guerre coloniale).

Voici donc, dans toute sa férocité, l'ennemi que le peuple mozambicain a dû combattre et vaincre dans sa lutte pour l'indépendance.

Pour bénir ce sabre, le goupillon s'agitait : « Aimez votre terre qui est le Mozambique intégré au Portugal, de la même manière qu'un habitant d'Algarve porte intérêt à sa province sans oublier la patrie commune », déclarait l'archevêque de Lourenço Marques. Le but, Kaulza de Arriaga, général fasciste, l'avouait clairement : « Un autre problème est le problème démographique : premièrement, croissance des blancs ; ensuite, limitation de la croissance des noirs ». C'est-à-dire, liquidation pure et simple du peuple mozambicain.

Depuis une dizaine d'années, ce colonialisme portugais ne combattait plus seul, ni uniquement pour son propre compte. Salazar, faisant appel aux investissements étrangers dans les colonies portugaises, déclarait : « Les provinces portugaises d'outre-mer ne sont pas fermées à l'entrée des capitaux étrangers, lesquels réaliseront là de grandes affaires ». Grandes, les affaires l'ont été, comme ce gigantesque barrage de Cabora Bassa, une affaire de trois cents milliards anciens. On y trouvait à côté d'entreprises sud-africaines, ouest-allemandes, suisses, italiennes, portugaises, une très importante participation française : 20 % du total. La CGE en était le principal bénéficiaire. Aussi le général Lemnitzer, commandant en chef des forces de l'OTAN, déclarait : « les soldats portugais (en Afrique) défendent un territoire, des matières premières et des bases qui ne sont pas seule-

ment indispensables à la défense de l'Europe, mais à celle de l'ensemble du monde occidental. » Et, en bonne entente avec les crédits militaires US et les conseillers militaires allemands, les camions de troupe Berliet et les hélicoptères Alouette ont défendu au Mozambique les investissements de la CGE.

Le peuple du Mozambique, organisé par le FRELIMO, vient de saluer dans la joie le premier jour de son indépendance totale, le 25 juin. Ce jour là, il fêtait sa victoire, non seulement sur le colonialisme portugais, mais sur une sainte-alliance de tous les impérialismes occidentaux, à laquelle notre impérialisme a participé comme les autres.

Cette victoire est une très grande victoire.

L'avenir qu'elle ouvre, le peuple a déjà commencé à le construire de ses mains dans les zones libérées pendant la lutte pour l'indépendance. Et le président du FRELIMO, Samora Machel, a tiré les leçons de cette expérience dans les textes dont nous publions quelques extraits : en les lisant, vous comprendrez que le Mozambique libéré va être un des phares de l'Afrique nouvelle.



femmes mozambicaines en lutte

## SAMORA MACHEL

Président du Front de Libération du Mozambique

## parle du Mozambique nouveau

« Notre objectif final n'est pas de hisser un drapeau différent du portugais, de procéder à des élections plus ou moins honnêtes, où des noirs et non des blancs seraient élus, ou de mettre au palais de Ponta Vermelha, à Lourenço Marques, un président noir, à la place d'un gouverneur blanc. Notre objectif est la conquête d'une indépendance complète, l'installation d'un pouvoir populaire, la construction d'une société nouvelle sans exploitation, au bénéfice de tous ceux qui se sentent mozambicains. »

« Le pouvoir qui est en train de naître traduit ce nouveau rapport de forces qui surgit dans notre pays, en faveur de l'alliance populaire. A la dictature passée de la minorité exploiteuse sur le peuple, se substitue le pouvoir du peuple, qui s'impose à toutes les forces colonialistes et aux classes réactionnaires, le pouvoir de l'écrasante majorité qui soumet une infime minorité et détruit l'exploitation. »

« La démocratie politique est fondée sur une discussion collective, sur la solution collective de nos problèmes. Tous et chacun de nous sommes appelés à exprimer notre point de vue sur le meilleur moyen de servir le peuple dans chaque situation concrète. Tous et chacun, nous sommes responsables de la vie de l'organisation, pour le développement et la consolidation de la lutte et de la révolution. Tous et chacun, nous avons le devoir de développer de façon créatrice notre ligne, en synthétisant nos riches expériences, acquises au cours du combat politique et armé contre l'ennemi,

pour la transformation de la société et la mobilisation des lois naturelles en faveur du progrès collectif. »

« La démocratie économique s'insère directement dans notre combat par la liquidation du système d'exploitation de l'homme. Nous assurons la démocratie économique en abolissant premièrement le pouvoir des compagnies et des classes exploiteuses colonialistes-capitalistes, ou traditionnelles-féodales. En empêchant ces classes d'exploiter les travailleurs, nous créons les bases de la démocratie économique. »

« Ce n'est pas en dix ou vingt ans que se liquident les pesanteurs d'un héritage millénaire. Les valeurs, les goûts, les conceptions qui viennent du passé, encore que contraires à notre ligne, contraires à notre vie, contraires au progrès, continuent d'être forts. La lutte les ébranle, mais il est encore beaucoup trop tôt pour crier victoire. Ce combat politique devra se poursuivre durant des dizaines d'années, avant que la mentalité nouvelle ne gagne réellement la quasi-totalité de la société, et de nouveaux problèmes, de nouvelles contradictions auront surgi, qui exigeront de nouveaux combats. »

« Les masses sont la fontaine de vie de notre organisation, la force principale et décisive dans le processus de libération de notre patrie et dans la construction de notre société. Le combat est mené et gagné par elles et son but est de satisfaire leurs intérêts. »